

Atomes CROCHUS

EN ROUTE VERS LE CONGRÈS

N°3^B

OCT. 2015

LE CONGRÈS

Le premier Congrès du mouvement antinucléaire va enfin avoir lieu les 12, 13 et 14 février à Angers. On en parle depuis 2010, en pleine crise, comme réponse à la nécessité de refonder pour sortir de cette crise. Cela a pris du temps, beaucoup de temps, trop de temps ? Un événement intervient toujours trop tôt ou trop tard... Mais il est là et nous devons nous en saisir.

LA COP21

La conférence mondiale sur le climat, encore appelée COP21, devrait être un moment important de la lutte contre le nucléaire. Nous aurions aimé que le congrès coïncide avec cette lutte, mais cela n'a pas été possible, nous n'en analyserons pas ici les raisons. Toutefois, le bilan de la COP21 et celui de notre action coïncideront avec le congrès. Nous avons consacré un article entier à cette question des relations entre nucléaire et climat (voir page 20).

LA DISCUSSION

Démocratie, vous avez dit démocratie ? Engagement, vous avez dit engagement ?

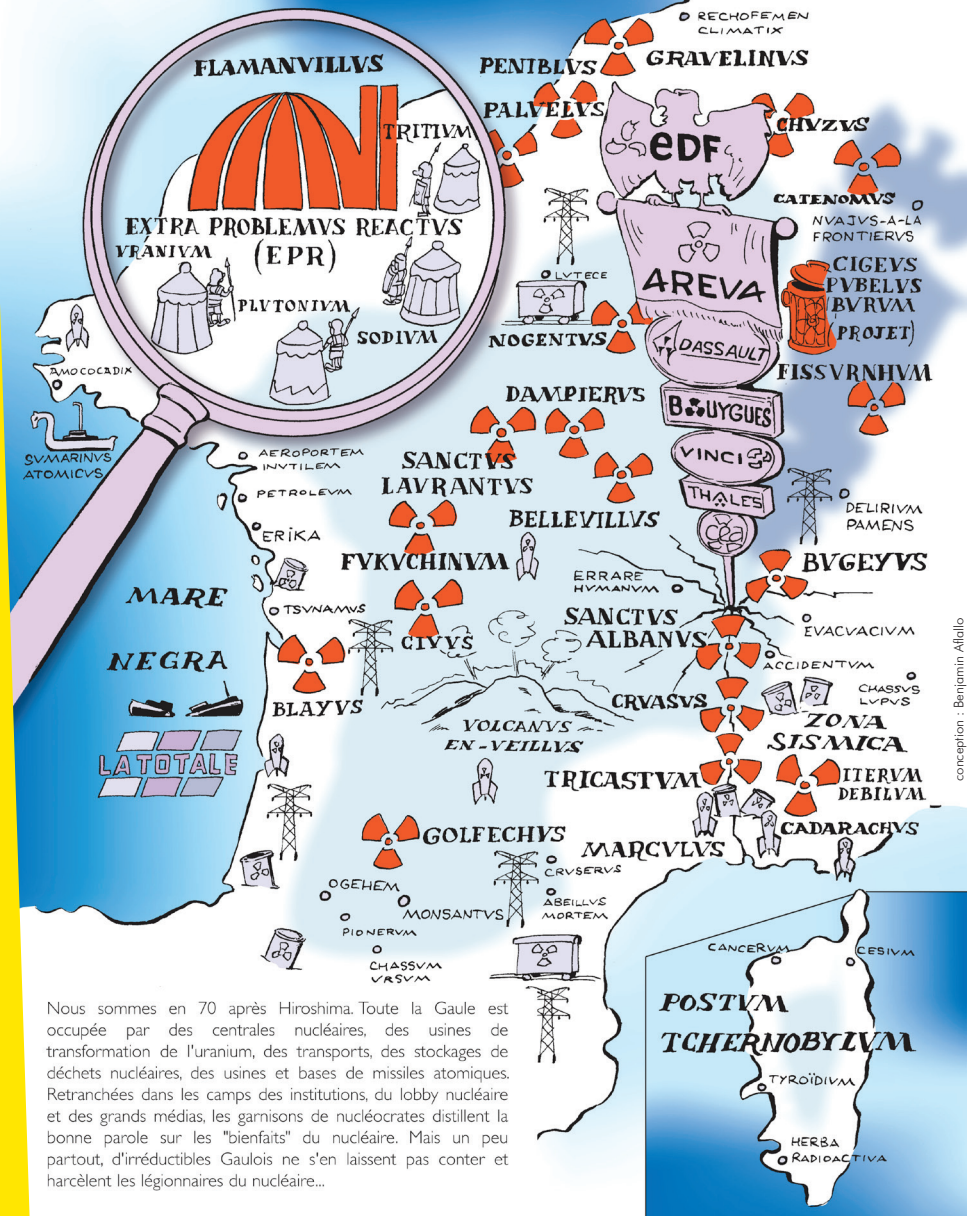
Ce n° 3 d'*Atomes crochus*, associé au site internet du Réseau « Sortir du nucléaire », a pour objectif de commencer à donner des outils pour réfléchir ensemble. Les textes de ce journal ne sont surtout pas des modèles mais des incitations à la réflexion, à la contradiction. « *Il faut chercher dans chaque hypothèse ce qui contredit l'hypothèse antérieure* » disait Gaston Bachelard.

Ces textes posent des questions, ouvrent des pistes, proposent des partis-pris. Diversité des opinions : nous avons voulu une collaboration très large, intégrant les groupes qui ont quitté le Réseau et les nouveaux.

La signature des articles de ce numéro est collective, ce qui ne signifie pas que chaque auteur est d'accord avec l'ensemble des textes, loin s'en faut. Nous sommes dans un débat contradictoire, et cela est de bon augure pour le Congrès. Ce numéro d'*Atomes crochus* ne représente donc pas la position du Réseau mais donne un aperçu des débats qui le traversent et ne demandent qu'à se tenir.

Vive le Congrès donc !

LA GAULE SOUS OCCUPATION NUCLÉAIRE



LES 12, 13 ET 14 FÉVRIER 2016
 À ANGERS 1^{ER} CONGRÈS
 DU MOUVEMENT
 ANTINUCLÉAIRE



conception : Benjamin Allio

EN ROUTE VERS LE CONGRÈS

TEXTES DE RÉFLEXIONS POUR LES GROUPES

Nous avons divisé la discussion en deux ensembles : le **structurel** et le **stratégique**.

Le **structurel** présente des réflexions sur la réorganisation de notre structure, le Réseau « Sortir du nucléaire ». Nous l'avons divisé en six points : la Charte, quel Réseau et quel Conseil d'administration, les statuts et le règlement intérieur, régionalisation et rhizome, la place des salariés, les finances.

Nous commençons par réexaminer la **Charte**, document fondateur du Réseau et, en liaison avec cet examen, nous nous demandons **quel type de Réseau**, et par voie de conséquence, **quel type "d'administration"** nous souhaitons. Quel rôle doivent avoir **les statuts ? Un règlement intérieur** qui croît de manière exponentielle n'est-il pas un des meilleurs moyens de déréguler notre organisation ?

Puis, à travers la question centrale de la **régionalisation**, que nous mettons en relation avec la notion de **rhizome**, nous essayons d'imaginer une nouvelle "structure" beaucoup plus fluide, plus mobile, et dont le centre est moteur et non inhibiteur : une telle "structure" n'est peut-être alors plus une "structure", dans le sens où une structure est ce qui résiste au changement, mais une chose pour laquelle nous devons inventer un nouveau nom, quelque chose qui harmonise les changements... et pour laquelle toute rupture est positive. En suivant la phrase de Nietzsche, si à la mode en ce moment qu'on la retrouve même dans le titre des romans à succès : ce qui ne nous tue pas nous rend plus forts. Et si nous mourrons, c'est pour renaître autrement.

Puis nous passons à un élément clef de notre "structure", la place des salariés. Ce n'est pas un hasard si bon nombre d'associations comme la nôtre sont entrées en crise en questionnant notamment la **place des salariés** en leur sein. Les conflits de personnes qui en ont résulté ont des effets dévastateurs et il est donc souhaitable que le

congrès se penche sur les causes et l'origine de cette crise afin de définir de nouvelles règles de fonctionnement.

Il n'y a pas de participation des salariés à ce journal : nous avons considéré qu'à ce stade de la réflexion, il était difficile de les impliquer davantage. Leur responsabilité n'est pas tant personnelle que structurelle. Nous espérons qu'ils pourront reprendre une place dans le processus de refondation...

Enfin la question des **finances**, le nerf de la guerre, et de la communication doivent être réexaminées transversalement car, à tous les niveaux de notre organisation, leur place est déterminante, mais en même temps finances et communication sont avant tout des moyens et non des fins.

Le **stratégique** présente des réflexions générales sur la stratégie pour arrêter le nucléaire, pour sortir de cette impasse culturelle, économique et écologique. Nous en proposons plusieurs thèmes : l'arrêt du nucléaire, le coût du nucléaire, un argument pour arrêter ? La fermeture de Fessenheim et des réacteurs de plus de trente ans, le nucléaire civil et le nucléaire militaire, radioactivité et santé, les transports, les salariés du nucléaire, l'avenir radieux, nucléaire et démocratie, les alternatives, militer autrement.

Nous commençons logiquement par nous interroger sur **l'arrêt du nucléaire** et sur la question, controversée, des **délais de sortie**. Nous voyons bien, avec l'exemple de la promesse pour l'instant non tenue de la **fermeture de la centrale de Fessenheim**, la difficulté d'un gouvernement français, même s'il se dit de gauche, à tenir une promesse aussi minimale que celle de la fermeture d'une seule centrale alors que c'est au moins 35 réacteurs qui devraient immédiatement fermer en cette fin 2015 car ils ont dépassé la **limite de trente ans** prévue par leur propre constructeur.

Nous abordons ensuite le coût du nucléaire, qui n'est pas une question centrale pour un antinucléaire, lequel mettra davan-

tage en avant les risques liés à la **santé** et à la survie de l'espèce humaine, mais est la **question centrale pour l'industrie capitaliste** et la raison pour laquelle bon nombre d'entreprises se sont tournées aujourd'hui vers les sources d'énergie renouvelables.

Si le nucléaire a d'abord été militaire, aujourd'hui, le **nucléaire civil reste indissociable du nucléaire militaire**. Selon la formule du général Ailleret, un des "parains" de la bombe atomique française : « J'ai toujours veillé à ce que nucléaires civil et militaire aillent de pair. Ce serait la mort du deuxième si le premier disparaissait. »

Les menaces que font peser sur nous l'énergie nucléaire sont d'ailleurs tous azimuts, il n'est pas nécessaire d'avoir une centrale à côté de chez soi, les trains ou les camions se chargeront de vous la **transporter** à domicile ! Si **les travailleurs du nucléaire** peuvent être opposés à la fermeture de leur centrale, ils sont de plus en plus nombreux à être menacés dans leur intégrité même, sans parler des travailleurs des mines d'uranium, au Niger ou ailleurs, pour lesquels il est indécent que les partis dits de gauche acceptent l'exploitation « hors normes » dont ils sont victimes.

Il nous faut aussi mener le combat sur les chimères de **l'avenir radieux** : celui d'une énergie gratuite et sans déchets que nous font miroiter les apprentis sorciers de la fission. **Astrid, Iter...** autant de projets pharaoniques que nous devons dénoncer et qui sont aussi dangereux que ruineux. Mais l'avenir radieux, ce sont aussi les miracles de l'enfouissement. Heureusement, nos camarades de **Bure** ont des raisons d'être optimistes et leur lutte a connu un regain d'activité cet été.

Si la **démocratie**, avec toutes ses limites, est la grande absente du nucléaire, n'est-ce pas à nous, militants contre le nucléaire, de lui redonner ses lettres de noblesse ? Nous posons notamment la question du **référendum** qui a permis à certains de nos voisins de sortir du nucléaire et qui a fait l'objet d'une motion adoptée majoritairement à l'Assemblée générale de 2015 pour que cette question soit discutée au congrès.

Quelle place donner aux **alternatives** dans notre combat ? N'oublions pas que notre combat est d'abord un combat pour une alternative à la société nucléocrate. Les énergies alternatives, renouvelables notamment, sont donc une arme essentielle, mais pas la seule, pour sortir de cette impasse.

Nous terminerons notre incitation au débat par un appel à **l'imagination militante** : oui, nous devons renouveler nos manières de militer afin de rajeunir notre mouvement, et déclencher une insurrection politique et artistique pour changer ce monde.

Vive le congrès donc !

Atomes CROCHUS N°3 journéesdetudes.org/atomescrochus

JOURNAL D'ÉTUDES ET DE PROPOSITIONS DU RÉSEAU "SORTIR DU NUCLÉAIRE"

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Guillaume Blavette, Michel Boccara, Mimosa Bohn, Bruno Boussagol, Pierric Duflos (élu au CA), Jean-Louis Gaby (élu au CA), Marie-Christine Gamberini, Philippe Guiter (élu au CA), Claude Kaiser, Michel Lablanquie (élu au CA), Didier Latorre (élu au CA), Stéphane Lhomme, Dominique Malvaud (élu au CA), Jean-Marie Matagne, Pierre Péguin, Damien Renault, Laura Ruiz (élue au CA)

LA SIGNATURE DES TEXTES DE CE NUMÉRO EST COLLECTIVE, ce qui ne signifie pas que chaque auteur est d'accord avec l'ensemble des textes, loin s'en faut. Nous sommes dans un débat contradictoire, et cela est de bon augure pour le Congrès. Ce numéro d'*Atomes crochus* ne représente donc pas la position du Réseau mais donne un aperçu des débats qui le traversent et ne demandent qu'à se tenir.

BANDE DESSINÉE « La France éternelle » : Émile Bravo

LOGO DE TITRE : Alexandre Clérissse • **IMPRIMÉ** en octobre 2015 chez Saxoprint - tirage 5 000 ex. • **CONTACT** : contact-congrès@sortirdunucleaire.org

INFORMATIONS CONGRÈS : www.sortirdunucleaire.org/congrès

PUBLICATION : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge
69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 28 29 22 - www.sortirdunucleaire.org



Le 1^{er} Congrès du mouvement antinucléaire aura lieu les 12, 13 et 14 février 2016 à Angers

Ce congrès, à l'initiative du Réseau « Sortir du nucléaire » et d'associations locales, ambitionne de réunir toutes les composantes du mouvement antinucléaire français afin de repenser collectivement le fonctionnement structurel et stratégique du Réseau « Sortir du nucléaire » au service de l'ensemble des associations et groupes antinucléaires.

Il visera à interroger, réfléchir, débattre et décider d'un nouveau fonctionnement du Réseau, en particulier pour lui donner une assise plus horizontale, au plus près des groupes de terrain qui le composent. Il sera ouvert à tous les groupes antinucléaires, qu'ils soient ou non adhérents.

Pour bien préparer le congrès, des réunions régionales seront organisées partout en France. Il s'agit pour les différents groupes de se retrouver en coordination et de partager ensemble les réflexions sur les aspects stratégiques et structurels du Réseau « Sortir du nucléaire ». Un appel est lancé aux groupes leur demandant de s'inscrire dans l'organisation de ces réunions régionales.

En organisant localement, par grandes villes ou régions, des assemblées de préparation du congrès ouvertes à tous les groupes, membres ou non du Réseau, c'est la perspective de la décentralisation du Réseau qui va pouvoir se mettre en place, se réfléchir, à partir des expériences et luttes locales diverses.

CONGRÈS

Le Réseau met différents outils à la disposition des groupes pour leur permettre de participer au mieux aux réflexions préparatoires du congrès : une liste de discussion « rezo-congrès » pour que chacun-e puisse lancer des fils de discussions et participer

ANGERS - LES 12, 13 ET 14 FÉVRIER 2016

librement aux échanges ; un espace Intranet pour organiser les réflexions menées sur la liste, archiver les synthèses, garder en mémoire les échanges et les différents positionnements sur un même sujet.

Pour aider à démarrer les échanges et les débats, plusieurs thèmes de réflexions sont ouverts et des textes d'orientation, tant structurels que stratégiques, sont proposés [1].

Ces textes, dont nous vous donnons l'essentiel dans ce numéro, seront repris sur la liste rezo-congrès, afin d'être discutés, amendés et enrichis, puis publiés dans un numéro du journal Atomes crochus à paraître en janvier. Nous proposons sur le site Internet quelques documents ressources qui n'ont pas pu trouver place dans ce numéro.

Une quinzaine de villes sont suggérées afin que des réunions régionales s'y tiennent. L'idée est de proposer aux groupes des points de rendez-vous, plutôt que de définir arbitrairement les frontières des régions. Ce sera aussi l'occasion de réfléchir à des candidats régionaux pour le Conseil d'administration.

Alors que l'industrie nucléaire est en crise, que les réacteurs vieillissent, que les véhicules de transports radioactifs sont des dizaines chaque semaine à parcourir l'ensemble du pays, augmentant ainsi les probabilités d'une catastrophe nucléaire, le Réseau « Sortir du nucléaire » réaffirme la nécessité d'un maillage du pays par des groupes actifs, et l'importance de ce Réseau constitué de dizaines de milliers de citoyens qui lui fournissent une aide et le soutien financier indispensable à son indépendance.

Toutes les informations à propos du Congrès sont sur le site : www.sortirdunucleaire.org/congres

1. Les thèmes abordés ici sont : **structurels** – communication, quel Réseau, quel CA ?, la Charte, les Statuts et le règlement intérieur, l'organisation régionale, le rôle des salariés, les finances ; et **stratégiques** – arrêt du nucléaire, articulation entre civil et militaire, fermeture de Fessenheim et des réacteurs de plus de trente ans, le coût du nucléaire, un argument pour arrêter ?, les alternatives, radioactivité et santé, les travailleurs du nucléaire, transports et déchets, nucléaire et démocratie, militer autrement.

L'INCROYABLE ERREUR DE LA FRANCE ATOMIQUE

Au-delà de toutes les tares bien connues du nucléaire (risques, déchets, etc.), la France atomique présente une incroyable particularité : elle a construit en quelques années une soixantaine de réacteurs. Cette option, présentée depuis des décennies comme un exploit extraordinaire – ce qui n'est d'ailleurs pas faux sur le simple plan industriel – était en réalité une faute majeure, même du point de vue pronucléaire.

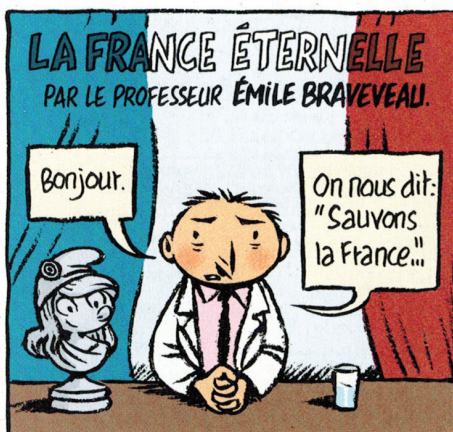
En effet, cela revenait à programmer pour une trentaine d'années plus tard – c'est-à-dire depuis plusieurs années déjà – une situation inextricable : tous les réacteurs arrivent en fin de vie en même temps (ou presque).

Résultat, il est impossible de les rafistoler tous – le programme d'EDF dit de "grand carénage" est d'ailleurs déjà en train de dérailler – et impossible aussi (et c'est heureux) de les remplacer par des nouveaux : Areva et EDF se révèlent incapables de construire un seul réacteur (respectivement l'EPR de Finlande et celui de Flamanville), alors comment pourraient-ils en construire des dizaines ? D'autre part, les grands parcs nucléaires (USA, France, Grande-Bretagne, Japon, etc.) ont été financés dans les fameuses Trente glorieuses, à une époque où l'argent coulait à flots... ce qui n'est plus du tout le cas de nos jours.

La conclusion est simple : dans la décennie qui vient, ce qui est terriblement court sur le plan de l'énergie, la France va se retrouver dans une impasse : nombre de réacteurs nucléaires vont s'arrêter (ce qui est très bien) mais aucune alternative ne sera au rendez-vous (ce qui est dramatique).

Il faudra alors espérer que nos voisins puissent nous vendre assez d'électricité pour assurer notre minimum vital.

Il faudra aussi apprendre à vivre enfin de façon sobre et raisonnable... et commencer à développer réellement des sources d'énergie alternatives.



LA CHARTE DU RÉSEAU

Considérant :

- Les **catastrophes** déjà survenues et en cours créant une situation inacceptable pour les populations et dévastant des régions pour toujours,
- les risques croissants d'**accidents majeurs** dus au vieillissement inquiétant des installations nucléaires,
- les dangers que l'**accumulation des déchets radioactifs** fait courir aux générations présentes et futures,
- les risques pour la santé, liés à la **pollution radioactive** due à toute installation nucléaire,
- que le nucléaire civil favorise directement ou indirectement la **prolifération et l'usage de l'arme nucléaire**,
- le coût prohibitif de la filière nucléaire (construction et démantèlement des installations, gestion des déchets radioactifs),
- les **dangers** que représente le lobby nucléaire pour la **démocratie**,
- que la France est le **dernier pays** en Europe à tout miser sur le nucléaire,

En cette période critique, face aux risques croissants d'accidents et de confrontations militaires, et devant la nécessité de nouvelles orientations énergétiques et stratégiques, nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... voulons une décision immédiate de sortie urgente du nucléaire civil et militaire.

Nous voulons :

- l'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs,
- l'arrêt du retraitement du combustible usé à la Hague et de l'utilisation du plutonium à des fins énergétiques (combustible MOX),
- l'arrêt des exportations d'électricité et de toute technologie nucléaire,
- le non renouvellement du parc nucléaire,
- la fermeture des réacteurs en fonctionnement.
- l'abolition et l'élimination de toutes les armes nucléaires ou radioactives.

C'est possible avec :

- le développement des économies d'énergie,
- la mise en place d'une autre politique énergétique basée sur les énergies renouvelables (éolien, solaire, bois...) fortement créatrices d'emplois,
- le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération...).

QUEL RÉSEAU, QUEL CA ?

Le Réseau est en crise

Il n'est plus adapté à la situation actuelle, au fonctionnement des groupes, à la diversité des points de vue...

Il nous faut un Réseau plus transversal, moins pyramidal, davantage réactif aux situations avec une plus grande autonomie des groupes... En particulier la place du Conseil d'administration (CA) et celle des salariés devraient être redéfinie.

Nous parlerons ici du CA.

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est censé jouer un rôle moteur et attribuer aux salariés du travail en fonction de la situation politique, des demandes des groupes...

Or, depuis plusieurs années, cela ne fonctionne plus. La charge de travail des administrateurs est devenue beaucoup trop lourde et, de fait, ce sont les salariés qui décident de leur travail et font valider (et encore, pas toujours) leurs décisions par le CA.

Il ne suffit pas de décréter « il faut un CA fort » : il est nécessaire de modifier les modalités d'élection du CA.

La commission Refondation a travaillé pendant trois ans, elle a proposé un certain nombre de modalités qui auraient pu être mises en place de manière expérimentale plus tôt, mais se sont heurtées à la résistance des salariés. En particulier, lors de l'AG de 2014, le scénario 2 qui demandait une régionalisation à l'essai sur un an a obtenu la majorité des voix, mais malheureusement, une règle de 66 % des voix a été introduite et la régionalisation n'a pas pu être mise en place, retardant à nouveau le processus de rénovation.

Régionalisation et décentralisation

Pour rappel, le scénario 2, *Pour sortir de la crise : processus pour une régionalisation expérimentale*, part du constat qu'il y a depuis 2010 une crise profonde au Réseau, crise qui ne se résout pas. Il propose une régionalisation par étapes mais avec des modifications suffisantes pour enclencher le processus. Ne souhaitant pas non plus faire éclater le Réseau, il a pour ambition de permettre un vrai retour d'expérience pour avancer en s'appuyant sur quelques régions "pilotes". Il est notamment nécessaire que cette régionalisation soit associée à un processus de décentralisation pour relancer la direction collective du Réseau et valoriser les groupes.

De manière synthétique, il propose :

- 1 - la création d'Assemblées régionales qui éliront directement une partie des membres du CA ;
- 2 - le redéploiement d'un certain nombre de salariés en région, à voir selon les besoins ;

- 3 - un budget conséquent affecté à cette régionalisation.

Le scénario propose une régionalisation expérimentale en engageant le processus sur un nombre limité de régions.

Cette régionalisation suppose aussi une décentralisation.

Le "centre" lyonnais, s'il est nécessaire, est jugé trop important par rapport au fonctionnement d'un Réseau et une partie des salariés devra être associée au processus de régionalisation. Il sera notamment indispensable de modifier les statuts pour permettre d'introduire le changement du mode d'élection des membres du CA et porter le nombre de binômes possible au CA à dix et non plus neuf comme aujourd'hui (cinq membres élus à l'Assemblée générale, cinq membres issus des Assemblées régionales).

Organisation des Assemblées régionales

Ces Assemblées régionales devraient avoir pour fonction de décider et d'organiser des actions, et de gérer un budget régional avec le concours éventuel d'un salarié.

Chaque Assemblée désignerait un binôme d'administrateurs au Réseau national.

Si nous synthétisons ces éléments :

- Une partie des membres du CA doit être désignée par des AG régionales.
- Une partie peut être élue nationalement (par le congrès ?).
- Des membres (tournants ?) peuvent assurer (temporairement) une fonction plus centralisée.
- Le pôle des salariés doit être en partie décentralisé et davantage en relation avec les groupes, les régions, et les bassins de lutte...



QUELLE CHARTRE ?

STRUCTUREL

La Charte du Réseau « Sortir du nucléaire » pose au moins deux types de problèmes majeurs, qu'il importe de prendre en compte pour ne pas s'épuiser en refondations cosmétiques qui ne satisferont en définitive personne.

I / Force est de constater que ce texte fondateur *n'a jamais été respecté sur un point crucial* (d'ailleurs mis en valeur en fin de Charte), à savoir la revendication explicite du recours, en phase transitoire, à des centrales à gaz [1].

Ce point se situait pourtant au cœur du compromis fédérateur qui fonda le Réseau il y a 18 ans, face aux groupes qui, depuis Tchernobyl, insistaient *aussi* sur l'opportunité, vu la gravité de la situation, d'un recours temporaire massif à du thermique au charbon (et qui alertaient quant au verrou que constituait l'électronucléaire pour un quelconque essor préalable des énergies renouvelables et des économies d'électricité en France).

Assumer publiquement un recours au gaz naturel en attendant mieux (et l'inclure dans sa présentation récurrente des "alternatives" au nucléaire) relevait donc a priori pour le Réseau et ses membres d'un cahier des charges *minimal* [2].

Or, alors que :

- les statuts du Réseau stipulent que le principal motif de radiation d'un groupe membre [3] est « *le non respect de la Charte* ou tout autre motif grave » (art. 8 version 2011, art. 7 versions antérieures à 2009) ;

- la principale mission statutaire du Conseil d'administration aurait dû être de faire respecter la Charte dans son intégralité (ne serait-ce que pour assurer une équité effective entre signataires, et donc une efficacité réelle aux compromis fondateurs) ; *aucune radiation pour non-respect de la Charte* n'a jamais été prononcée par aucun des CA successifs – et en particulier aucune pour les prises de position ostensibles de divers groupes adhérents visant à disqualifier tout

recours au gaz naturel classique ou à porter l'illusion qu'un arrêt des réacteurs par recours exclusif aux renouvelables et à la sobriété énergétique serait matériellement possible en France dans des délais prévisibles ou acceptables pour nous.

Question :

À quoi bon signer des textes de compromis censément fédérateurs et tâcher de s'y tenir si ceux qui les ont rédigés ou ont mission de les faire respecter s'assoient dessus ?

II / *La formulation de la revendication de base de la Charte* – « nous voulons une décision de sortie... », même si la décision est immédiate et la sortie urgente, (plutôt que « nous voulons une sortie » – ou bien un « arrêt »...) – *était sous-tendue par des postulats erronés*, qui ont été reconduits sans véritable débat ni bilan d'année en année, et que l'on peut résumer à trois grands axes :

a) L'illusion (à l'extrême rigueur concevable en 1997, avec la décision effective d'arrêt définitif de Superphénix et l'entrée d'une ministre Verte au gouvernement) que l'arrivée "au pouvoir" en France par la voie des urnes d'une majorité assez rétive au nucléaire pour prendre une telle "décision" était envisageable. D'où, entre autres, l'évitement par le Réseau, en période électorale, de toute prise de position ou interpellation potentiellement dérangeante pour des formations politiques réputées amies ou adhérentes...

b) La conviction, très idéologique, qu'il serait nécessaire et suffisant de "décider" pour que les choses importantes se fassent (avec comme corollaire que l'essentiel serait d'avoir l'oreille des "décideurs", présents ou à venir, et non des supposés "exécutants" – fonctionnaires, militants ou simples quidams...) et que, à l'inverse, rien de sérieux ne pourrait s'obtenir en l'absence de décision officielle et juridique préalable.

c) L'idée que "le nucléaire" pourrait encore se définir, surtout en France, comme quelque chose dont on pourrait "sortir".

Ce qui peut éventuellement s'argumenter d'un strict point de vue d'énergéticien, mais devient intenable si l'on prend en compte le volet radioactivité et l'ensemble de ses conséquences humaines et sociopolitiques (auquel cas l'exigence fédératrice ne peut désormais être que "l'arrêt"...).

Débattre de tous ces points et en tirer des conséquences palpables semble incontournable pour quiconque souhaiterait jeter les bases d'une structure visant l'arrêt effectif du recours industriel à l'énergie atomique, et fédérer ici et maintenant contre les agissements criminels des nucléopathes.

On peut en déduire quelques questions importantes pour les groupes antinucléaires :

Aujourd'hui, un Congrès de refondation peut-il se permettre, y compris symboliquement, de reconduire le nom « Sortir du nucléaire » ? N'importe-t-il pas de fédérer plutôt sous l'appellation Réseau « pour l'arrêt du nucléaire » ou « Nucléaire Stop » ?

La Charte servant de base à cette structure peut-elle encore se contenter de réclamer une simple "décision" ? Ne faut-il pas affirmer nettement, sans préjuger des moyens ni des processus, « nous voulons un arrêt urgent du recours au nucléaire » ?

Les débats autour des "délais" tournant en réalité essentiellement sur les moyens de production électrique de remplacement réputés acceptables (dont les délais de "sortie" se déduisent, en fait), n'est-il pas temps de réaffirmer haut et fort que s'il existe un usage légitime, d'intérêt planétaire, des sources d'énergie fossiles, c'est bien de permettre sans heurts et au plus vite l'arrêt immédiat des réacteurs nucléaires, en France et dans le monde ?

Ne faut-il donc pas, entre autres, reformuler ainsi le point 3 du « c'est possible » de la Charte : « *le recours transitoire, en attendant mieux, à des centrales thermiques à flamme, en privilégiant autant que possible les techniques les moins néfastes pour l'environnement (gaz naturel, cogénération...)* ».

Notes

1. Outil incontournable en France vu le nombre de MW atomiques à fermer, et unanimement considéré dans les années 90 comme un moindre mal climatique (outre que, bien sûr, sanitaire).

2. Il est d'ailleurs piquant de constater que, dans la version anglosaxonne du dépliant de présentation du Réseau, qui s'adresse à des pays bien moins dépendants de l'électronucléaire que la France, le recours en phase transitoire à des *clean coal-fired* – et pas seulement des *gas-powered-plants* (à des centrales au gaz donc, mais aussi au charbon) est, et c'est heureux, clairement préconisé comme un moindre mal par rapport à la production et la dissémination massive de radioactivité.

3. C'est-à-dire, dans la version post-2009 des statuts, un groupe signataire de la Charte, ce que sont obligatoirement tous les groupes dits adhérents. La radiation est « prononcée par le Conseil d'administration », qui a par ailleurs toute latitude en amont pour "agréer" ou non des groupes membres, et n'a même pas « en cas de refus [...] à faire connaître les motifs de sa décision » (art. 7).



STATUTS ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Dans une association, la loi – que nul n'est, en principe, censé ignorer – ce sont les **Statuts**, et éventuellement les textes et déclarations programmatiques ou d'intention auxquels ces statuts sont adossés (pour le Réseau « Sortir du nucléaire », c'est sa Charte fédératrice, cf. l'article sur la Charte).

Souvent négligés à tort comme étant de pure forme, les statuts jouent pourtant un rôle essentiel, en amont (avant adhésion) comme en aval (entre membres), afin d'éviter par exemple des changements d'orientation insidieux, des décisions arbitraires par un petit groupe d'initiés, l'exacerbation de contradictions internes, sources de conflits, ou encore l'envenimement exponentiel des-dits conflits.

D'où l'importance de la rédaction des statuts (pour laquelle les associations bénéficient, contrairement à une opinion répandue, d'une large marge de manœuvre et de créativité...) et notamment du périmètre comme de la cohérence stratégique des objectifs qu'ils définissent.

En effet, la mission première d'un Conseil d'administration (quand il n'est pas indûment débordé par d'autres attributions) est d'être garant de leur respect scrupuleux, et donc de s'y reporter pour trancher tout doute ou litige éventuel en matière d'actions, d'adhésions, de partenariats, etc.

Or, pour que la loi soit démocratiquement applicable, et équitablement appliquée en toute transparence, sans pertes de temps oiseuses, malentendus délétères ni manipulations néfastes, il faut qu'elle soit assez simple, claire et de bon sens pour être aisément appropriable par tous et toutes.

Les Statuts initiaux du Réseau « Sortir du nucléaire » (octobre 1997) tenaient sur 2 pages et demie. Ils ont connu, comme le Règlement intérieur quoique dans une bien moindre mesure (voir plus loin), un processus de complexification progressive. À des modifications mineures en 2000 et 2004, visant surtout à permettre des actions en justice, ont succédé deux nouvelles moutures coup sur coup en 2009 et 2011 pour arriver à l'actuelle version en 6 pages.

N'importerait-il pas de tout remettre à plat pour revenir à un texte plus court, moins tortueux, aux règles plus limpides et mieux motivées ? Avec un recentrage clair sur la finalité essentielle du Réseau, et une reformulation plus incisive (prêtant donc moins à confusion...) de son objet ?

À titre de modèle de concision sans fioritures (dans la définition d'un objet pourtant assez étendu), on peut par exemple citer l'intégralité du court article 2 des statuts d'un groupe breton :

« L'association XXX a pour buts :

- d'agir pour une sortie immédiate du nucléaire (production d'énergie) et pour l'abolition des armes nucléaires,
- d'agir pour le développement des sources d'énergie alternatives,
- d'agir pour la protection de l'environnement. »

Par ailleurs, sans se livrer pour l'instant à une analyse exhaustive des actuels statuts, on peut au moins trouver la « durée illimitée » de l'association prévue à l'article 5 symboliquement nuisible, et peu adaptée à l'objectif censé nous réunir. Celui-ci ne peut en effet être la pérennisation à tout prix d'une structure ou même de la « lutte » antinucléaire (laquelle comporte – contrairement à la lutte pour le respect des droits humains ou l'égalité hommes femmes, par exemple – une course de vitesse contre diverses irréversibilités qu'il importe de ne pas nier ou se dissimuler...).

Du coup, une autre formulation (la durée de l'association « est indéterminée », ou « n'est pas limitée dans le temps » ?) assortie d'une clause de réexamen régulier en AG (tous les 5 ans ?) de l'opportunité de reconduire l'existence du Réseau en l'état ou autrement, au vu du résultat des actions menées au cours de la période écoulée et des évolutions de la situation, refléterait sans doute utilement une orientation plus offensive, plus mobilisatrice et moins bureaucratique de l'association.

Concernant le **Règlement intérieur**, véritable millefeuille administratif censé régler magiquement les moindres problèmes de personnes ou d'intendance et dont les amendements monopolisent désormais un temps précieux à chaque AG, son épaissement à chaque récurrence de crise structurelle s'est, de manière caractéristique, accéléré ces dernières années.

Début 2004, il comportait 2 pages et 18 articles, passés à 3 pages et 4 articles supplémentaires dès 2005 (dont la délicieuse et emblématiquement inefficace clause sur le « Respect mutuel », qui connaîtra diverses évolutions ultérieures...).

Début 2009, avant l'AG, on en était déjà à 8 pages (plus 3 d'annexes) et 32 articles, pour arriver peu à peu aux 21 pages de la version 2015 (incluant un sommaire en quatre parties et 3 pages d'annexes), dont on peut se demander qui en maîtrise réellement le contenu.

Des personnes s'accordant véritablement sur le fond des objectifs à atteindre ont-elles besoin d'un pareil encadrement procédural ? Une telle prolifération dans des délais si brefs peut-elle être autre chose que le symptôme de graves dysfonctionnements, ou plutôt d'une impossibilité structurelle (fondamentalement liée à des objectifs et finalités flous, voire incompatibles) à faire fonctionner la structure, et notamment à faire cohabiter sans heurts bénévoles et salariés (ou même bénévoles entre eux et salariés entre eux) autour d'un objectif partagé ?

Au lieu de procéder par empilage de règles, n'est-il pas crucial de dégraisser drastiquement le Règlement intérieur, voire de le supprimer pour l'heure, de s'en remettre au droit du travail pour tout ce qui en relève, et de simplifier l'accueil des nouveaux et la cohabitation entre administrateurs par une réactualisation, un resserrement et une clarification des objectifs, mots d'ordre et stratégies du Réseau ?



LA RÉGIONALISATION

Le vote de la motion régionalisation lors de l'AG 2015 [1] doit servir de base à notre réflexion sur la régionalisation du Réseau.

En voici le texte :

« Lors de l'AG 2014, la commission refondation avait présenté trois scénarios. Celui qui s'est avéré majoritaire proposait une régionalisation associée à un processus de décentralisation (voir page 4 : *Quel Réseau, quel CA ?*).

Cette proposition doit être approfondie et rediscutée lors du Congrès du Réseau en 2016 afin de donner plus de représentativité et d'efficacité aux régions et/ou aux bassins de lutte ainsi qu'aux groupes thématiques. »

La notion de région doit être associée à la notion de rhizome.

Cette notion remet en cause la structuration pyramidale et hiérarchique de notre organisation.

Qu'est-ce qu'un rhizome ?

Un rhizome est un terme qui nous vient du monde végétal et qui propose une structuration non hiérarchique et non centralisée :

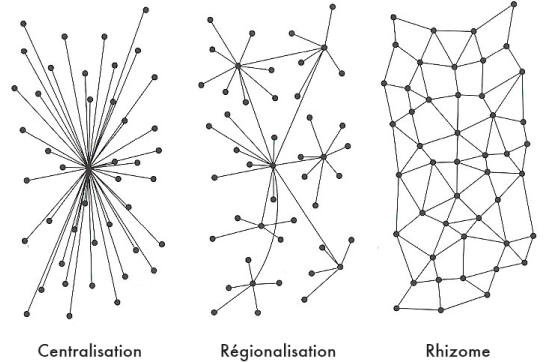
« Un rhizome peut être rompu, brisé en un endroit quelconque, il reprend suivant telle ou telle de ses lignes et suivant d'autres lignes »

(Gilles Deleuze et Félix Guattari, dans *Mille plateaux*, 1980).

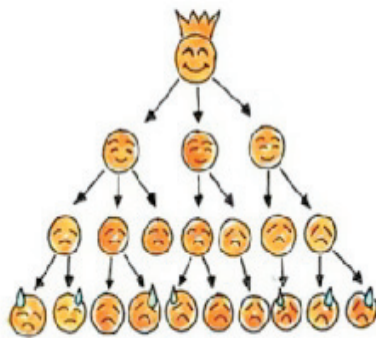
1. On trouvera un compte-rendu synthétique de l'AG 2015 ici : <http://sortirdunucleaire.org/IMG/pdf/cr-synthetique-ag2015.pdf>

On peut définir globalement les caractères suivants :

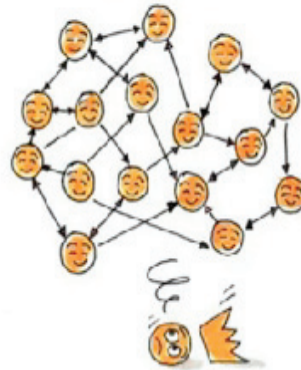
- a) N'importe quel point du rhizome peut être connecté avec n'importe quel autre. Donc n'importe quel groupe du Réseau devrait pouvoir se connecter avec n'importe quel autre, ce qui implique la mise en commun des fichiers, et des structures souples de contact.



Depuis toujours, c'est ainsi...



Mais un jour peut-être !



- b) La diversité est le propre du rhizome.

Donc plus les groupes sont différents à l'intérieur du Réseau, plus le Réseau est riche et fécond.

- c) Toute rupture est assignifiante.

Donc, il ne peut y avoir de scission, tout groupe peut à n'importe quel moment reprendre son autonomie sans porter atteinte à l'ensemble.

- d) Enfin le rhizome reste ouvert, et à entrées multiples et permanentes. Concrètement, l'adhésion au Réseau devrait être extrêmement fluide et permettre différents niveaux d'engagements (voir l'article *Militer autrement*).

Qu'est-ce qu'une région ?

Comme l'énonce la motion, la notion de région doit être élargie et détachée de son caractère géographique : on le voit dans le texte qui parle de régions, bassins de lutte, groupes thématiques.

Chaque groupe peut donc appartenir, au sens large, à plusieurs groupes : à base géographique, thématique, de lutte, affinitaire...

De la même manière que, dans notre vie, nous pouvons appartenir à plusieurs groupes sur des bases différentes (professionnelle, amicale, politique...).

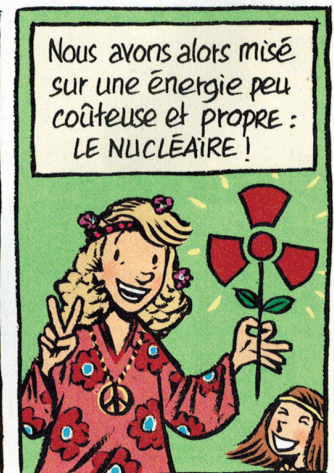
Fluidité de l'organisation

En nous appuyant sur la notion de rhizome, il nous faut imaginer une organisation d'un type nouveau qui permette différents types d'implications, d'engagements, d'adhésions, de regroupements...

Qu'est-ce qu'un centre ?

Il nous faut redéfinir la notion de centre, l'élargir en la délocalisant également, un centre moteur sans localisation précise ou fixe... un centre mobile.

Concrètement, il nous faut définir les tâches centralisées – dans le sens redéfini de "centre" – et décentralisées.



LA PLACE DES SALARIÉS

De nombreuses associations animées par un CA (Conseil d'administration) et disposant de salariés ont connu ces dernières années des crises graves.

Toutes ces crises ont en point commun le fait que les salariés au même titre que les bénévoles sont des acteurs-trices du conflit, posant ainsi la question de leur légitimité à animer l'association.

Les conflits de personnes qui en résultent ont des effets dévastateurs et leur traitement qui devrait différer selon qu'on a affaire à un salarié ou à un bénévole ne fait pas l'objet d'une réflexion. Il est donc souhaitable que le congrès à venir se penche sur quelques causes et sur l'origine de ces crises avant de définir des règles de fonctionnement (statut, règlement intérieur etc.).

Plusieurs problèmes de fond sont à examiner : comment l'association en est-elle venue à faire appel à des salariés ? Quel est le profil tant des salariés que des bénévoles ? Quelles sont les fonctions des salariés et comment ont évolué ces fonctions au cours des années ? Quelle est la légitimité des élus du CA et sur quoi se fonde-t-elle ? De quels moyens et compétences disposent l'association et les bénévoles pour gérer les conflits du travail ?

Comment l'association en est-elle venue à faire appel à des salariés ?

Sans rentrer dans un historique exhaustif, quelques dates et événements constituent des repères significatifs. À sa création à la suite de la fermeture de Superphénix, le Réseau fait déjà face à un débat sur la fermeture des centrales (fermeture immédiate ou décision immédiate de fermeture) débat qui se soldera par le départ du Comité Stop Nogent. Les divergences et débats sont donc constitutifs d'une association comme la nôtre.

Très vite (février 98), l'embauche d'un salarié (un étudiant disponible) sera décidée afin d'assurer les tâches administratives que le CA n'a pas le temps d'assumer. Puis on assiste à de nouvelles embauches, l'une pour la rédaction du journal et l'autre d'un permanent (militant d'un groupe qui devient salarié) d'abord local, autour du Sud-Ouest, mais qui deviendra vite national.

Les embauches vont ensuite se succéder pour atteindre en 2005 une dizaine de salariés.

Aujourd'hui, le Réseau compte 16 salariés.

À chaque fois ces embauches ont deux caractéristiques communes :

- la proximité du local de Lyon,
- leur réalisation en fonction des tâches, bien sûr essentielles, à assumer mais sans aucune analyse de l'évolution du Réseau.

Comme les rentrées d'argent suivent et permettent d'embaucher, cela ne favorise pas la réflexion. De plus, pour le CA, composé de bénévoles, c'est du travail en moins.

Ainsi, on voit se dessiner une transformation du Réseau, par glissements progres-

sifs, tendant à centraliser à Lyon de plus en plus de tâches et de décisions.

Parallèlement les réunions du CA deviennent essentiellement téléphoniques, et leur ordre du jour ainsi que leur animation dépendent du pôle salarié.

Quel est le profil tant des salariés que des bénévoles ?

D'abord il y a un étudiant qui devient salarié, puis, au gré des échéances, des militants qui deviennent permanents pour des périodes plus ou moins longues.

La rédaction du journal pastiche de Libé, *L'aberration*, passera à la nouvelle salariée recrutée. Les autres embauches qui suivront se feront avec des profils de compétences particulières en fonction des "postes" identifiés. Étudiant-e-s, plutôt plus jeunes que les militant-e-s des groupes ou du CA, avec un bagage universitaire, des convictions antinucléaires indéniables, mais aucune expérience de militantisme sur le terrain dans les groupes locaux. Un peu à l'image du premier salarié. Ces critères perdurent encore maintenant où les anciens élèves de grandes écoles sont prédominants. Parallèlement, durant ces années, le CA vieillit, il fait l'objet d'un fort *turn-over* et plusieurs de ses membres ne sont plus issus de groupes de terrain. Les membres du CA s'autonomisent de leurs structures, de leur histoire militante locale.

Quelles sont les fonctions des salariés et comment ont évolué ces fonctions au cours des années ?

Le besoin de personnes disponibles à plein temps répond au départ à la nécessité de structurer le Réseau, il est donc essentiellement technique (informatique, comptabilité, gestion des quelques salariés, etc.) mais, très vite, des tâches plus "politiques" vont leur être assignées : préparation des CA (coordinateur-trice), rédaction du journal, porte-parolat. Toutes fonctions qui devraient, en principe, être assumées par le CA bénévole et les groupes.

Réduit à un rôle de contrôle a posteriori ou de validation dans l'urgence, le CA est dans l'incapacité de remplir correctement ses missions. Il devient de plus en plus une chambre d'enregistrement et de validation des décisions prises à Lyon.

Progressivement, d'autres tâches et fonctions du CA sont désinvesties : l'organisation de la communication envers les médias, la communication interne envers les groupes... L'organisation des actions militantes dépend désormais peu ou prou d'un ou de plusieurs salariés, des CDD ou des stagiaires comblant les besoins conjoncturels.

Une telle situation ne pouvait que provoquer une crise entre le centre à Lyon, les groupes locaux et un CA tiraillé entre les deux, à partir du moment où des divergences politiques ou d'orientation apparaissent.

Quelle est la légitimité des élus du CA et sur quoi se fonde-t-elle ?

Le CA désigné par l'Assemblée générale annuelle a évolué parallèlement à la montée en puissance du rôle des salariés. Élus suivant des règles complexes (titulaires et suppléants, pour une durée de mandat dépendant entre autres du nombre de suffrages obtenus), avec une limitation très floue du nombre de mandats, par une AG où peuvent voter les groupes spécifiquement antinucléaires, mais aussi des partis politiques, associations, coopératives ou syndicats, les candidats au CA sont de moins en moins liés à des groupes actifs, de plus en plus âgés et masculins, avec pour certains une ancienneté dans la fonction qui ne favorise pas le renouvellement et le rajeunissement.

Affaibli dans ses fonctions, le CA l'est donc aussi dans sa légitimité.

De quels moyens et compétences disposent l'association et les bénévoles pour gérer les conflits du travail ?

La professionnalisation rampante qu'a connue le Réseau depuis sa création ne s'est malheureusement pas accompagnée d'une montée en compétence en matière de gestion des conflits et de gestion "légale" des salariés. Dans des associations comme la nôtre, il n'est pas rare que les bénévoles et les groupes considèrent les salariés comme des militant-e-s. On traite donc les divergences de la même manière qu'entre militant-e-s, on demande de la disponibilité, de l'efficacité et de la présence sans tenir compte des rapports légaux et donc obligatoires entre employeurs et salariés.

Dans ce contexte, et malgré leur poids politique accru, la subordination des salariés à leur employeur (le CA), qui peut les licencier, les fragilise en cas de conflit. Les conquêtes sociales ont établi des cadres très stricts en la matière (délégation de personnel, protection contre le harcèlement d'un supérieur hiérarchique à l'encontre d'un subordonné, obligation de résultats en matière de conditions de travail), encore faut-il les connaître, les mettre en œuvre et que les bénévoles (groupes, CA) soient conscients des conséquences légales des infractions commises. Sans entrer dans le détail, on peut constater que les différents conflits du travail qui ont émaillé la vie du Réseau n'ont pas été gérés correctement et légalement. L'absence de syndicalistes tant chez les salariés que parmi les membres du CA et la méconnaissance du code du travail n'ont certainement pas favorisé une approche légale.

Le rapport salarié-e-s/bénévoles, on le constate, doit être (re)pensé. Allons-nous vers la constitution d'une ONG professionnalisée ? Quelle démocratie mettons-nous en place et donc quel CA voulons-nous ? Comment être exemplaires d'un point de vue éthique mais aussi pratique en matière de relations salarié-e-s/employeurs ?

Si nous n'abordons pas ces questions, la refondation du Réseau, sa régionalisation, sa démocratisation, voulues par la grande majorité des groupes locaux, risquent d'être un échec.

LES FINANCES

Dans le cadre de la refondation du Réseau, l'argent, et sa gestion, nous apparaît comme un des points clés. En effet, tout choix de dépense est politique, notre façon de "consommer" l'argent au sein du Réseau est politique.

Les finances, comment ça marche au Réseau actuellement ?

La consultation des pages consacrées à cette thématique sur le site du Réseau, les documents présentés en Assemblée générale, nous donnent un certain nombre d'informations que nous résumerons ici.

Le Réseau fonctionne avec un budget d'environ 1 million d'euros, apportés essentiellement par des donateurs, puis par deux fondations : "Horizon" et "Patagonia". Un fonds de dotation a été créé en 2011 et un partenariat est établi avec la Nef (Nouvelle économie fraternelle).

Un trésorier (membre du CA) et un comptable (salarié) se partagent la coordination de la gestion financière. Un comité de gestion composé de salariés (dont le coordinateur et le comptable) et de membres du CA (dont le trésorier) prennent les décisions quant aux dépenses.

Sur ce million d'euros de budget, 40 000 euros environ sont allés aux groupes en 2014.

L'AG vote le budget établi en fonction des comptes de l'année précédente.

Quelles questions nous posons-nous par rapport à ce fonctionnement, quelles propositions d'amélioration ?

La procédure administrative est peu connue, et semble-t-il non écrite, en tout cas non divulguée aux groupes qui votent le budget en AG...

Nous avons voté fin janvier 2015 les comptes du 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2014. Et voté un budget du 1^{er} septembre 2014 au 31 août 2015... Le nouveau CA a donc hérité de 5 mois de gestion de l'ancienne équipe (du 1^{er} septembre 2014 au 31 janvier 2015) et doit appliquer en 7 mois – sans aucune connaissance, pour les nouveaux venus, des procédures de fonctionnement du Réseau – les motions votées par l'AG.

L'AG ne va définir que des grandes lignes et c'est au CA que revient le rôle de gérer le quotidien mais aussi d'ordonner, de prendre des décisions plus politiques concernant certaines dépenses ou certains choix ou niveaux de dépenses.

Sur quelles bases le CA devrait-il pouvoir s'appuyer ?

- Une structure administrative et comptable organisée en fonction des dates d'AG (ou de congrès) pour qu'il soit possible d'assurer un bon enregistrement des mouvements comptables dans des délais corrects.

Il n'est pas possible de gérer, c'est-à-dire de prendre des décisions, s'il faut attendre cinq mois un bilan et l'analyse de son résultat.

- La mise en place d'un tableau de bord mensuel détaillé reprenant les grandes lignes du compte de résultats devrait permettre à l'équipe du CA de connaître, suivre, analyser les écarts et, en tout cas, de poser les questions et contrôler la gestion financière du Réseau.

- Un minimum de procédure administrative doit être écrite et connue de tous.

Notamment la procédure d'engagement de dépenses. Exemple : qui fait le bon de commande ? Validé par qui ? Qui fait le rapprochement entre bon de commande, bon de livraison et facture ? Cette facture est réglée par qui et comment ? Qui signe le chèque, l'ordre de virement ? Les traites ? Le trésorier actuel du CA n'a pas signé un chèque depuis son arrivée, il y a plusieurs années...

Le Réseau emploie un nombre important de salariés : il y a donc là une particularité de la gestion financière salariale.

La masse salariale atteint plus de 60 % de notre budget, elle se doit donc d'être en adéquation avec nos choix stratégiques à plus ou moins long terme. Qui décide d'une nouvelle embauche ? du choix des postes ? de la sous-traitance ? des missions ? Doit-on continuer à embaucher ?

La place des donateurs

Les donateurs, dont nous ne savons pas cerner le profil faute d'outils adéquats, ne sont pas décisionnaires, mais influenceraient pleinement nos actions, discours et stratégies si on transforme le Réseau en « asso-faites-un-don ». Est-ce cela que nous voulons ?

Nombre d'entre eux pensent qu'ils sont adhérents au Réseau, quand ils nous croisent

lors d'actions de groupes, nous sommes toujours tenus de leur expliquer qu'ils sont "simples" donateurs. Comment leur trouver une place ? Pourquoi ne les connaissons-nous pas dans les groupes locaux ? Nous pourrions les informer de telle ou telle action se passant près de chez eux...

De l'argent pour les groupes, acteurs sur le terrain de la lutte antinucléaire

Quel retour d'une partie des finances du Réseau (sous forme de temps salarié ou de "subventions" plus importantes) à ses organisations membres, la notoriété du Réseau faisant que c'est par lui que passent beaucoup de dons des particuliers ?

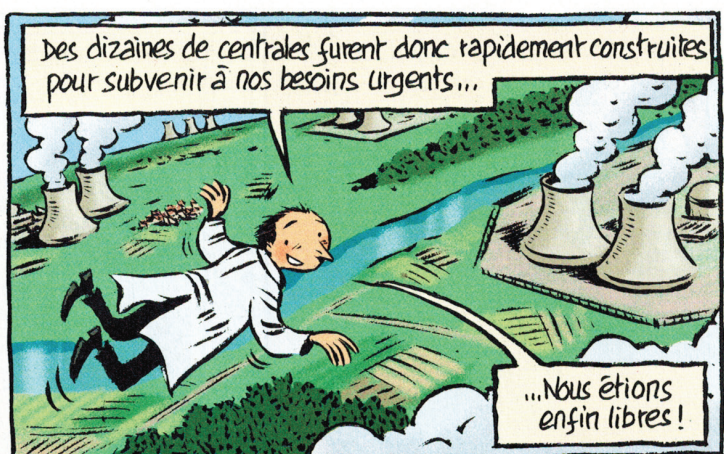
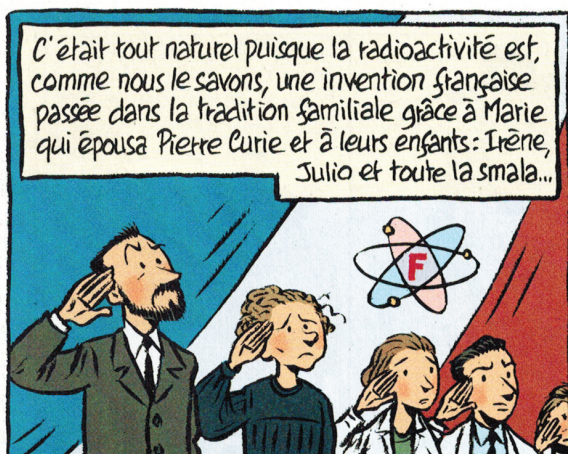
Donner toute leur place aux groupes, mettre en valeur et encourager leurs actions, n'est-ce pas aussi accroître la notoriété du Réseau (donc augmenter les dons) ?

Le terme de subvention n'est-il pas le symptôme d'une organisation un tant soit peu bureaucratique ?

La régionalisation sera-t-elle source de dépenses inutiles, comme certains le craignent ? Non, s'il y a une volonté politique de garder le budget constant et de laisser les régions gérer un budget, avec l'aide du comptable du Réseau. Les élus au CA issus des régions connaîtront au contraire mieux la réalité de terrain, les groupes locaux et les besoins financiers spécifiquement liés à la lutte antinucléaire.

Le Réseau est une association particulière car il est dans les faits une fédération d'associations et de collectifs, et la réflexion à avoir nous semble être : faut-il favoriser la croissance du budget au détriment de notre objectif premier, arrêter le nucléaire ? Ne pouvons-nous pas agir pour que nos donateurs puissent se rencontrer et avoir droit à la parole en nous retrouvant sur des structures régionales ouvertes ? Qui prend réellement actuellement les décisions financières au Réseau ?

Nous appelons les groupes se retrouvant dans les réunions régionales à mettre au cœur de leurs réflexions et débats cette thématique des finances. Nous souhaitons recueillir des propositions concernant la gestion financière de ce Réseau que les groupes doivent se réapproprier, ce Réseau qui doit (re)devenir le nôtre. Certaines de ces propositions sur la gestion financière pourraient devenir des décisions que nous prendrons, ensemble, au congrès.



LA COMMUNICATION

Communication et démocratie apparaissent aujourd'hui, dans l'esprit de tous, comme intimement liés.

Le thème communication est analogue au thème des finances, il est transversal, c'est pourquoi l'état de la communication au Réseau reflète assez bien la situation générale : un développement exponentiel et une grande difficulté à cibler les priorités.

Cette difficulté n'est pas propre au Réseau mais à chacun d'entre nous : comment gérer la masse des informations qui nous arrivent chaque jour, la faculté de synthèse est ici déterminante mais aussi notre capacité à assumer la diversité de nos membres et la nécessaire pluralité de l'information.

Nous distinguerons, dans notre analyse, communication interne et externe, même s'il existe des liens évidents entre ces deux domaines : pas de communication externe efficace si elle ne s'appuie pas sur une communication interne transversale et sur les luttes locales et régionales.

1 / Communication interne

La communication interne devrait avoir pour objectif de favoriser l'horizontalité entre les groupes. Cet objectif est directement lié à celui que nous avons exposé dans le texte sur la régionalisation, associé à une structure rhizomique du Réseau (voir l'article « Régionalisation »).

N'importe quel groupe du Réseau devrait pouvoir se connecter avec n'importe quel autre.

Cela signifie que tout adhérent – groupe ou individuel – au Réseau devrait avoir accès aux deux listes de diffusion interne : la liste de contact administrative des groupes membres (int_groupes, 819 contacts) et la liste de contacts de militants actifs (sdn_mobilisation, 3897 contacts).

Un espace accessible aux groupes devrait aussi être créé et permettre ainsi l'expression des groupes et la mise en ligne rapide de matériaux locaux et régionaux mis à la disposition de tous. La flexibilité des outils internet devrait permettre aux groupes d'effectuer eux-mêmes cette mise en ligne sur le site du Réseau dans l'espace qui leur est réservé.

Mais cette « connexion » ne doit pas se limiter à l'outil internet dont les limites sont importantes et sur lesquelles nous devons nous pencher. Elle doit aussi permettre des contacts physiques, via des structures régionales (certaines existent déjà mais d'autres sont à créer dans le cadre de la refondation) et le Réseau doit pouvoir fournir une aide matérielle et financière pour faciliter ces contacts.

Cependant l'adhésion au Réseau devrait pouvoir être individuelle et nous avons beaucoup à faire pour intégrer ces individus, au delà du nécessaire appel aux dons, dans le fonctionnement concret du Réseau. Par exemple, nous pourrions systématiquement fournir à tout adhérent/donateur les

coordonnées du ou des groupes de son secteur géographique et inversement fournir aux groupes une liste réactualisée des adhérents/donateurs de leur département.

Un second aspect de la communication interne est la communication entre les membres du Réseau (groupes et adhérents individuels), les membres du CA et les salariés.

La mise à disposition des Compte rendus des réunions du CA, inaugurée par la nouvelle équipe, la possibilité pour tout membre qui le souhaite de pouvoir participer à une réunion du CA – chose qui était possible dans les phases antérieures du Réseau... autant d'outils qui devraient faciliter cette communication.

La presse devrait être aussi un outil de communication : à la nécessaire Revue nationale (dont nous parlerons en traitant de la communication externe), devrait être adjointe une presse régionale. *Atomes crochus*, créé en 2011 dans la foulée des Premières Journées d'études du Réseau, issues, rappelons le, du mouvement de refondation, peut devenir cet outil si nous le pérennisons.

2 / Communication externe

La communication avec l'extérieur est difficile à évaluer car il faut tenir compte de l'attitude des médias qui censurent assez systématiquement les positions des antinucleaires.

Dans ce domaine, il faut, plus que jamais, bien sérier les différents types d'expression, et notamment le web (site, listes mail, communiqués de presse), la presse écrite, l'audiovisuel (radio, film et télévision) et l'artistique.

Commençons par le Web.

Les outils de com web du Réseau sont, sur le papier, considérables mais ils souffrent des mêmes problèmes que les outils internes : une monopolisation de ces outils par les salariés qui, malgré leur bonne volonté, ne peuvent exprimer la diversité des opinions des groupes et des adhérents du Réseau.

Listons quelques-unes des améliorations possibles :

- Plutôt que d'envoyer une info par message, il serait plus judicieux d'envoyer une newsletter régulière, comme la lettre de l'Observatoire nucléaire, réalisée par le président de Tchernobyl, groupe adhérent au Réseau. Le poids énergétique en serait réduit et l'efficacité accrue.

- L'organisation du site internet doit être repensé, non seulement pour permettre une meilleure interaction avec les expressions locales et régionales (voir ci-dessus), mais aussi pour mieux hiérarchiser et synthétiser les informations.

- On pourrait imaginer un site qui présente en UNE l'actualité et qui valorise les sujets et analyses importants.

Les relations avec les médias et le porte parolat

Le porte parolat, qui a été avant la crise un de nos points forts, est devenu aujourd'hui un de nos points faibles. Si une solution transitoire nécessaire a été trouvée : un porte parolat collectif et tournant suivant les thèmes, n'est-il pas urgent de repenser celui-ci ? Par exemple, ne pourrait-on pas mettre en place un véritable collège de porte paroles, habitués à parler face aux médias, et auquel ceux-ci pourraient s'adresser régulièrement en cas de besoin ? Le congrès devra se pencher sur cette question.

La presse écrite

Il s'agit non seulement de nos contacts avec la presse écrite, mais aussi de notre propre presse et de sa diversification. *Atomes crochus* pourrait devenir le journal de l'expression des groupes. La revue du Réseau, distribuée à 15 000 personnes, est la vitrine écrite du Réseau et il n'est pas souhaitable qu'elle demeure, comme c'est le cas actuellement, gérée essentiellement par un salarié. Sans remettre en cause les compétences de ce salarié, il nous faut repenser complètement la rédaction de la revue et la rendre plus collective. Voilà un autre chantier pour le congrès.

Les médias audiovisuels

Malgré des progrès récents, par exemple le concours de court-métrage organisé par le Réseau, il reste encore beaucoup à faire, dans ce domaine essentiel de la communication.

Il nous faut développer sur le site la possibilité de voir des films en streaming mais aussi l'édition de dvd, aujourd'hui, devenue simple et bon marché.

Nous devons aussi nous pencher, comme cela a été proposé lors de la dernière AG, sur la réalisation d'une TV internet qui pourrait rassembler bon nombre de réalisateurs qui s'expriment sur le sujet du nucléaire, membres ou non du Réseau.

Le théâtre et les autres formes d'expression artistique

Nous avons commencé à développer le théâtre lors des Journées d'études du Réseau, avec la création, avec la compagnie *Brut de béton*, membre du Réseau, de la pièce *L'impossible procès* [1], mais aussi avec la participation de nombreux militants qui ont mis en scène *un procès citoyen du nucléaire* [2], à la manière d'autres procès citoyens théâtralisés, comme celui de l'argent devenu roi [3].

L'appel de *Brut de béton* « Pour une insurrection artistique, intellectuelle, scientifique et populaire contre la contamination radioactive de la planète » [4] devrait être un moyen d'intégrer à nos luttes les formes d'expression artistiques.

1. <http://www.sortirdunucleaire.org/Spectacle-L-impossible-proces,28557>
2. <http://www.sortirdunucleaire.org/Le-Procès-citoyen-du-Nucleaire>
3. passerelleco.info/article.php?id_article=924
4. citoyens-resistants.fr/spip.php?article405

Au milieu des ténèbres, je souris à la vie, comme si je connaissais la formule magique qui change le mal et la tristesse en clarté et en bonheur. Alors, je cherche une raison à cette joie, je n'en trouve pas et ne puis m'empêcher de sourire de moi-même. Je crois que la vie elle-même est l'unique secret.

Rosa Luxemburg, *Lettres de prison*

SORTIR DU NUCLÉAIRE OU ARRÊTER LE NUCLÉAIRE ?

QUELQUES RÉFLEXIONS EN VUE D'ENGAGER LA DISCUSSION SUR LES DÉLAIS DE SORTIE

Comment concilier le débat sur l'arrêt du nucléaire, les délais de sortie d'une part, et, de l'autre, le rassemblement souhaité des antinucléaires ?

Ce débat est-il piégé ?

Sans doute, si l'on fait d'une position nationale unique un point de rupture.

D'autant plus si cette position se faisait sur l'une des 2 options suivantes, difficilement conciliables : celle des partisans de l'arrêt immédiat ou celle d'un scénario de type Négawatt avec une sortie à plus de 20 ans...

Réflexions en forme de questions

Peut-on être pour un arrêt immédiat mais penser que ce mot d'ordre est difficile à défendre dans l'opinion publique ?

Peut-on penser que la seule solution réaliste d'un point de vue social ou économique ne peut se faire qu'avec une sortie programmée sur 10 ans, 15 ans... voire plus... ?

Et y a-t-il un seuil à partir duquel on n'est plus un antinucléaire ?

Quelques pistes

Contourner le problème ? Une possibilité :

La Charte ne se prononce pas pour un délai de sortie précis... mais chaque groupe adhérent devrait logiquement porter localement la revendication de la fermeture immédiate des installations nucléaires qui le concernent, et dont beaucoup ont dépassé les 30 ans maximum d'autorisation prévus lors de leur construction. Ainsi la somme des entités constituant le Réseau porterait une revendication de fermeture immédiate partout sans porter un mot d'ordre national qui divise.

Il devrait être plus facile de convaincre de la nécessité de fermer immédiatement telle installation, car localement les militants connaissent les points faibles des installations qu'ils côtoient. Ils peuvent argumenter avec bon sens et exemples à la clé.

Le mot d'ordre « Arrêt immédiat » est-il discutable ?

Chacun sait, à commencer par ceux qui défendent ce mot d'ordre, qu'on peut difficilement arrêter nos 19 centrales nucléaires en actionnant un interrupteur. Ceux qui pré-

conisent le mot d'ordre « Arrêt immédiat » programment en général un arrêt de la production en trois ans (Pierre Lucot et Jean-Luc Pasquinet, *Nucléaire arrêt immédiat*, Golias) ou en cinq ans (Mouvement Utopia, *Idees reçues et scénarios de sortie*, Utopia).

Pourquoi alors ne pas défendre plutôt le mot d'ordre « arrêt en 3 ans », plus facilement audible par l'opinion publique ? Il laisse entendre, par sa précision, que le sujet a été réfléchi, alors que « Arrêt immédiat » peut laisser croire qu'il s'agit d'une exigence idéaliste qui ne s'appuie sur rien, même si ce n'est pas le cas. Sur un sujet où science et communication s'accordent pour imposer le point de vue du lobby, il est impératif de réfléchir à l'impact de nos formulations.

Un antinucléaire, en principe convaincu des risques d'accident, de l'accumulation des déchets, etc., ne peut que souhaiter l'arrêt au plus vite de toute industrie nucléaire. C'est donc surtout un point de vue stratégique qui divise les antinucléaires. (Laissons de côté les arguments techniques qui repoussent l'échéance de sortie autour de 20 ans ou plus... Des scénarios réalistes de sortie urgente ou rapide démontrent qu'il s'agit bien d'un choix politique.)

Chacun a pu tester à quel point il est souvent difficile de convaincre de la nécessité d'un arrêt rapide de l'électronucléaire, compte tenu qu'il représente 75 % de la production d'électricité.

Parler d'arrêt immédiat apparaît alors comme une idée insensée... qui braque souvent l'interlocuteur. Car, comment déconstruire en quelques minutes, sur un coin de trottoir ou dans un débat public, le discours colporté par le lobby et ses « spécialistes », les médias, les pouvoirs publics depuis tant d'années... ?

Être antinucléaire c'est quoi ?

Reprenons le postulat :

Un antinucléaire ne peut que souhaiter l'arrêt au plus vite de toute industrie nucléaire. D'autant que plusieurs scénarios sérieux urgents ou rapides (3, 5, 10 ans) existent. Et chaque nouvelle année passant repousse d'autant ces délais...

En ce sens, défendre une sortie au-delà

des 10 ans apparaît plus comme une démarche qui intègre la question du nucléaire dans une problématique plus large sans en faire une priorité. Or, pour un antinucléaire, cette question ne peut qu'être une priorité, la priorité... !

S'il s'agit d'un scénario global pour contrer le réchauffement climatique, où le nucléaire est une valeur d'ajustement parmi d'autres, c'est une démarche d'énergéticien, pas d'antinucleaire !

S'il s'agit d'apparaître soucieux de réalisme afin de ne pas prendre l'opinion publique à rebrousse-poil, c'est une démarche politicienne, pas antinucléaire !

La difficulté réside donc, pour les antinucléaires, dans le refus d'un compromis sur un scénario au long cours, la nécessité d'intégrer la problématique climatique et celle de trouver les termes pour convaincre.

Ainsi, le mot d'ordre « Fermeture des réacteurs de plus de 30 ans » est à la fois de bon sens, facile à défendre, fédérateur et assez radical, puisque, s'il était appliqué, ce sont déjà 33 réacteurs sur 58 qui s'arrêteraient à ce jour !

Et maintenant rêvons...

... au jour où nous aurons modifié le rapport de force en notre faveur.

Enfin, l'arrêt de production d'électricité nucléaire est décidé (le nucléaire militaire n'est pas abordé mais il mérite aussi une réflexion poussée, voir plus loin le texte *Nucléaire civil et militaire*). Se posera alors concrètement la question de la date de fermeture du dernier réacteur.

Quel sera le rôle des antinucléaires ?

Convaincre, bien sûr, pour arrêter au plus vite ! Mais, au-delà, à qui cette décision reviendra t-elle... entre un scénario à 3, 5, 10 ans voire plus... ?

Beaucoup de critères entreront en ligne de compte à ce moment là :

Dans quel contexte cette décision aura-t-elle été prise ?

Un accident ? De quel niveau ?

Un changement de régime radical (on est dans le rêve, n'est-ce pas... ?)

On ne peut les imaginer tous...

LA FERMETURE DE FESSENHEIM

Fermeture de Fessenheim et des réacteurs de moins de trente ans

La fermeture de Fessenheim, la doyenne des centrales françaises, dont le premier réacteur a été mis en service commercial en janvier 1978, était le seul aspect positif du gouvernement Hollande – car on ne peut pas considérer comme positive la promesse de réduire la part d'énergie nucléaire dans la production d'électricité à l'horizon 2025.

Et il est en train d'être abandonné.

Même si nous ne nous faisons aucune illusion sur la tenue spontanée de cette promesse, il nous paraît important de lutter de toutes nos forces pour empêcher cette "trahison" très symbolique d'une promesse électorale. C'est la raison pour laquelle l'AG du Réseau « Sortir du nucléaire » de 2015 a fait de cette fermeture une campagne prioritaire en adoptant à une très large majorité une motion en ce sens.

Pourquoi lutter pour que cette promesse soit tenue est-il important ?

Parce que, même si cette fermeture des deux plus vieux réacteurs français peut apparaître comme purement symbolique, elle ne l'est pas pour deux raisons fondamentales : une raison politique et une raison physique.

Une raison politique

En effet, obtenir cette fermeture, c'est enclencher un processus qui peut faire bouler de neige. Si on ferme Fessenheim, alors il faut fermer Bugey, dont le premier réacteur a juste un an de moins (1979), puis ce sera Dampierre, Gravelines et Tricastin, dont les premiers réacteurs ont tous été construits la même année, en 1980, puis le suivant, etc.

Une raison physique

Mais nous disposons d'un argument de plus : la centrale de Fessenheim n'est pas seulement la plus vieille, elle est aussi une des plus dangereuses et symptomatique de l'inconscience de la nucléocratie. En effet,

elle est construite à proximité du grand canal d'Alsace et elle pourrait ne pas résister à un fort séisme suivi d'une lame d'eau venue de ce canal. Rappelons que les réacteurs, refroidis grâce à l'eau du canal, se situent sur une plate-forme... en contrebas de dix mètres par rapport au canal !

Et un séisme de grande magnitude (entre 6 et 7 suivant les estimations) a effectivement eu lieu tout près de Fessenheim, à 60 kilomètres exactement... C'était en 1356, à Bâle, et la ville a été détruite en grande partie.

Quels moyens audacieux le Congrès peut-il proposer pour obtenir la fermeture de Fessenheim ? Doit-on y engager toutes nos forces dans une campagne nationale d'envergure ? Ou bien considérer que nous ne gagnerons pas et se concentrer sur d'autres cibles ? C'est bien sûr la première solution que nous préconisons. Et qui aura de plus l'avantage de mettre l'accent sur les mensonges du nucléaire et de la classe politique, droite et gauche confondues.

ET DES RÉACTEURS DE PLUS DE 30 ANS

En mars 2011, suite aux catastrophes de Fukushima, 68 organisations avaient signé, à l'initiative du Réseau, un Appel unitaire, « Nucléaire : nous voulons avoir le choix » [1].

En voici les demandes essentielles :

Nous, associations, syndicats et partis politiques, adressons solennellement ces demandes communes au gouvernement français, nous voulons :

- L'arrêt de tous les projets électronucléaires en cours (EPR de Flamanville, ligne THT Cotentin-Maine, EPR de Penly, ITER, Bure et projets de centres de stockage des déchets nucléaires issus de la filière électronucléaire...) tant que les citoyens n'auront pas été en mesure de se prononcer démocratiquement sur notre politique énergétique et sur le recours à l'énergie nucléaire, y compris si nécessaire par un référendum ;

- Le renoncement à la prolongation de l'exploitation des réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement,

- L'arrêt complet de tous les projets portés

à l'étranger par l'industrie nucléaire française.

En mars 2011, « le renoncement à la prolongation de l'exploitation des réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement » signifiait au minimum la fermeture immédiate et définitive de 21 réacteurs, puis celle de 21 autres avant la fin du quinquennat suivant. **En octobre 2015**, « le renoncement à la prolongation de l'exploitation des réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement » signifie désormais :

1) la fermeture immédiate et définitive des 33 réacteurs suivants, qui ont déjà tous dépassé l'âge fatidique de 30 ans :

- Fessenheim 1 et 2
- Bugey 2, 3, 4 et 5
- Gravelines 1, 2, 3, 4 et 5
- Tricastin 1, 2, 3 et 4
- Dampierre 1, 2, 3 et 4
- Saint Laurent B1 et B2
- Blayais 1, 2, 3 et 4

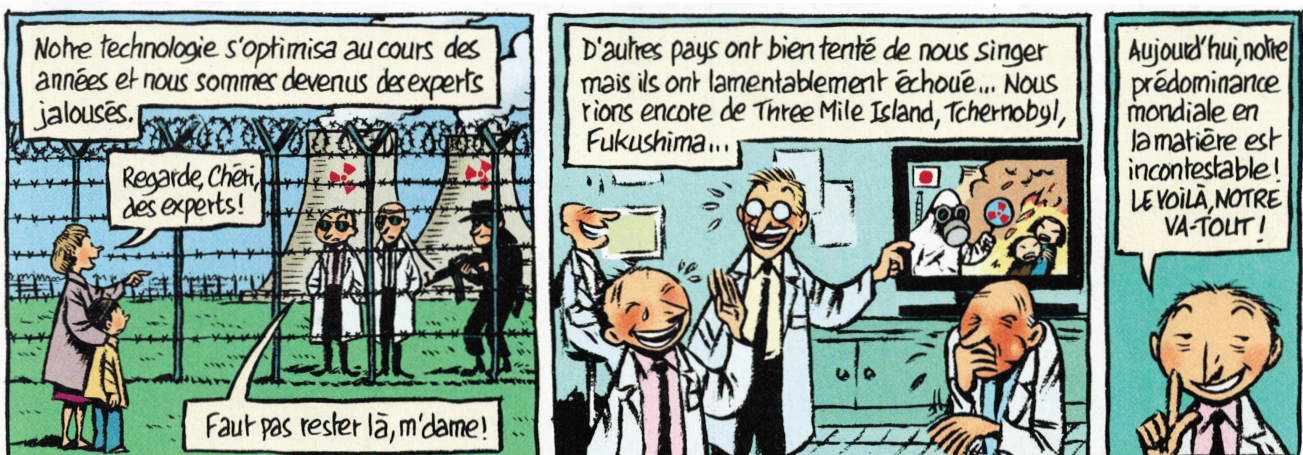
- Chinon B1, B2
- Cruas 1, 2, 3 et 4
- Paluel 1 et 2

2) La fermeture rapide des 9 réacteurs ci-dessous, qui atteindront les 30 ans avant la mi-2017, c'est-à-dire en principe avant la fin du quinquennat Hollande :

- Chinon B3
- Gravelines 6
- Paluel 3 et 4
- Flamanville 1 et 2
- St Alban 1 et 2
- Cattenom 1

Les signataires de cet appel se sont engagés à réclamer la fermeture immédiate de 33 réacteurs et de 9 autres réacteurs d'ici 2017, soit 42 réacteurs en moins de 2 ans sur les 58 réacteurs en fonctionnement actuellement.

1. <http://www.sortirdu nucléaire.org/Appel-solennel-signé-par-68-organisations>



LE COÛT DU NUCLÉAIRE, ARGUMENT POUR ARRÊTER ?

Nous avons réalisé le numéro 1 d'*Atomes crochus* sur le thème « Argent, pouvoir et nucléaire », en liaison avec les deuxièmes Journées d'études du Réseau à Clermont-Ferrand.

L'énergie nucléaire est-elle une énergie bon marché ?

À un défenseur de la sortie du nucléaire, il peut sembler que la question de l'argent est secondaire, l'important étant les dangers que font courir l'usage de cette énergie à la planète, à l'humanité, à la vie.

Mais tout change si nous prenons un défenseur de l'énergie nucléaire : il la défendra au nom de ses inappréciables avantages économiques : ce n'est pas une énergie gratuite, non, pas encore, mais c'est, dira-t-il, l'énergie la moins chère du monde.

En commençant à travailler cette question de l'argent, nous nous sommes aperçus qu'elle restait encore très obscure, pour ne pas dire méconnue, à la fois par les pro et les antinucléaires.

Le nucléaire nous est apparu comme un domaine où les coûts masqués, les montants cachés, les difficultés à chiffrer étaient la règle.

Il est donc légitime de se poser la question : l'énergie nucléaire fournit-elle vraiment une électricité bon marché ?

Certes, même si nous devons répondre oui à cette question, il resterait les arguments de la sécurité, de la santé, de la survie de l'humanité... Mais si nous pouvions aussi nous appuyer sur l'argument économique, alors, non seulement notre combat acquerrait plus de légitimité, mais en plus, nous pourrions ouvrir une autre question : pourquoi certains se battent-ils pour continuer d'utiliser une énergie non seulement dangereuse pour l'humanité mais en plus hors de prix ?

Depuis 2015 notamment, le marché de l'électricité s'est transformé. Afin de permettre une libre concurrence sur ce marché de l'électricité, depuis 2010, EDF est tenue de vendre à ses concurrents fournisseurs

d'électricité le quart de son électricité nucléaire à un tarif proche du coût de revient.

Ce tarif, qui était attractif en 2011, ne l'est plus en 2015, car les prix sur le marché de gros ont beaucoup baissé ; ainsi, au second semestre de cette année, les ventes d'EDF à ses concurrents se sont effondrées de 90 % par rapport à l'an passé.

Cette baisse du prix du marché est causée par une offre dépassant la demande, en partie causée par l'arrivée d'électricité produite par des énergies renouvelables souvent en excédent sur le réseau européen.

On constate aussi que ces énergies renouvelables sont compétitives. Ainsi, lors du dernier appel d'offres photovoltaïque, le prix proposé est descendu jusqu'à 70 euros le mégawattheure, tandis que celui de l'éolien est à 82, que celui du nucléaire existant approche les 60 euros selon la Cour des comptes, et que celui de l'EPR prévu en Grande-Bretagne est supérieur à 115 euros !

Avec notre argumentation basée essentiellement sur le danger, la pollution et la santé, notre potentiel de mobilisation et notre visibilité dans les médias s'amoindrissent au fur et à mesure que le drame de Fukushima s'éloigne dans le temps.

Sans délaissier nos arguments sur les périls du nucléaire, ne devons-nous pas dénoncer la non-compétitivité de l'électricité nucléaire face aux renouvelables ?

Cette évolution dans notre communication serait facilement acceptée par les médias, et ne pourrait-elle être un atout supplémentaire pour réclamer une sortie rapide du nucléaire ? C'est ici que nous pouvons poser une autre question, celle du pouvoir.

Qui a mis en place la politique nucléaire de la France et sur quels réseaux cette politique nucléaire française s'appuie-t-elle ? La politique énergétique française est-elle une politique démocratique ?

Cette question du coût du nucléaire peut-elle constituer un argument important

dans notre combat ? Si le nucléaire n'est plus rentable pour personne, ne doit-on pas dénoncer cette situation et montrer que ce "gaspillage" financier masque des nécessités politiques et religieuses ?

Par religion nous entendons la « religion du progrès » sur laquelle s'appuient la société occidentale et son système économique, le capitalisme, et qu'il leur faut défendre à tout prix.

Économie et religion

Il nous a semblé qu'un des facteurs qui empêchaient les gens de sortir du nucléaire était un attachement de type religieux et que cette religion se caractérisait, notamment, par l'adhésion à un mythe fondamental : le mythe du progrès.

Ce mythe, sous sa forme canonique, est assez simple : le monde, et en particulier l'humanité, se caractérise par une tendance à progresser, c'est-à-dire à passer d'un état inférieur à un état supérieur.

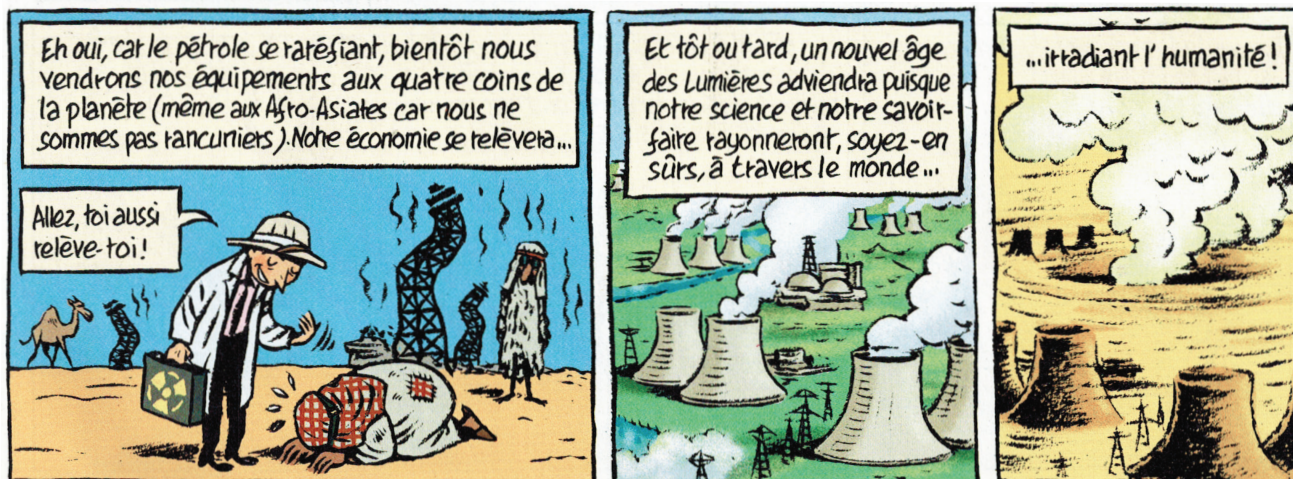
Il est très difficile de combattre ce mythe tellement il est ancré en chacun de nous et en particulier dans notre devenir de petit homme/femme qui deviendra grand(e).

Comment sortir du mythe du progrès ?

Le mythe du progrès est un mythe scientifique. Nous ne sortirons pas du mythe du progrès, comme nous ne sortirons pas du nucléaire, si nous ne remettons pas profondément en cause les valeurs sur lesquelles nos sociétés occidentales se fondent. Il s'agit de montrer que ces valeurs ne sont pas scientifiques mais scientistes et qu'elles ont davantage à voir avec une religion qu'avec une connaissance "objective".

Il s'agit donc d'apprendre à faire bouger/changer nos paramètres du bonheur et à démonter les valeurs fondamentales de notre société qui bloquent notre développement et menacent de destruction l'espèce humaine : la sécurité, le confort, l'environnement, l'argent, le temps, l'énergie...

Si l'argument d'un « nucléaire bon marché » ne tient plus la route, n'est-il pas essentiel de populariser cela pour combattre l'industrie nucléaire, et notamment EDF, sur le terrain où ils se sont placés jusqu'ici, l'économie ?



RELATIONS ENTRE NUCLÉAIRE CIVIL ET MILITAIRE

1 / Le programme *Atom for peace*, lancé le 8 décembre 1953 par le général Eisenhower est en fait un programme qui, sous couvert de développer le nucléaire civil, relance le nucléaire militaire qui avait bien besoin de se refaire une virginité après Hiroshima et Nagasaki. En effet, en même temps que Eisenhower prononce son discours, le programme de dissuasion nucléaire des USA est relancé.

Car c'est en réalité la même technologie qui est appliquée pour le civil comme pour le militaire, et les recherches de l'un profitent à l'autre.

De plus, on aurait beaucoup plus de mal à justifier le nucléaire militaire, et les milliards de dépense qu'il nécessite, s'il n'y

avait l'argument de l'atome pour la paix.

Bien sûr, depuis Tchernobyl puis Fukushima, les citoyens du monde ont découvert que la paix peut être aussi un autre moyen de faire la guerre. Les conséquences de Tchernobyl et de Fukushima sont comparables à celles d'Hiroshima et de Nagasaki, mais on le masque.

2 / Pourtant, historiquement, le Réseau a eu du mal à intégrer le nucléaire militaire dans ses luttes.

C'est aujourd'hui chose faite.

Si le nucléaire militaire et le nucléaire civil sont indissociables, alors la lutte contre le nucléaire civil et le nucléaire militaire doivent être indissociables.

3 / Dans le cas d'un référendum, doit-on lier les deux questions ? Ou bien doit-on les dissocier en s'appuyant sur l'argument qu'un référendum sur le nucléaire militaire a plus de chances de l'emporter, tout en couvrant le risque de séparer les deux nucléaires dans l'opinion publique ?

4 / Comment une "gauche" attachée à la force de frappe, c'est-à-dire à l'usage dit dissuasif du nucléaire militaire, peut-elle abandonner le nucléaire civil ? N'y a-t-il pas contradiction dans les termes ? Ne doit-on donc pas, alors, la mettre en face de ses contradictions, de la même manière que l'on devrait davantage insister sur l'exploitation éhontée et néocoloniale des travailleurs africains, indiens... sur laquelle repose l'extraction de l'uranium. Comment une gauche qui se dit anticolonialiste peut-elle continuer à justifier l'exploitation des mines au Niger, par exemple ?

RADIOACTIVITÉ ET SANTÉ

La radiocontamination, face cachée de la radioprotection

L'argument essentiel qui nous relie, nous militants antinucléaires, est bien la conscience de la dangerosité du nucléaire civil et militaire.

Le danger nous menace, qu'il vienne nous vaporiser subitement par un doigt appuyé sur un bouton, ou plus lentement par les effets des radiations : radioéléments dispersés dans l'atmosphère suite aux plus de 2 000 essais atomiques de l'histoire, aux accidents nucléaires, aux déchets, à l'irradiation des aliments, aux applications médicales, et à l'usage naturel de toutes les installations de fusion atomiques.

Le déni des effets des contaminations radioactives a, depuis le début de l'histoire atomique, été un enjeu majeur des lobbyistes atomiques, jusqu'à trouver les plus hauts relais pour répandre la désinformation. *Atoms for peace*, Euratom, OMS/AIEA, CORE : les rouages du plan pro-atomique sont dans les plus hautes sphères de nos institutions, réglant la logique de tous les décideurs – bien souvent ceux-là mêmes qui détiennent les codes pour anéantir l'autre bout du monde –, et les relais d'opinion (il n'y a qu'à voir la propension des marchands d'armes ou de neutrons à s'emparer des médias).

Ainsi, les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima ne sont plus effroyables quand elles sont gérées par la communication.

Pourtant, de nombreux travaux montrent que la contamination existe et se répand partout dans le monde, et qu'elle ne menace pas que l'humanité contemporaine, mais aussi la faune, la flore et les générations futures, comme l'indiquent par exemple les études sur les leucémies autour des centrales, celles de l'institut Belrad, etc.

Face à ce constat, nous ne pouvons avoir qu'une seule exigence, arrêter le nucléaire !

L'action de Genève et l'accord honteux entre l'AIEA et l'OMS

S'il y a un fait emblématique du caractère religieux, fanatique et non scientifique de la défense de l'énergie nucléaire, c'est bien cet accord honteux, passé en 1959 et jamais démenti depuis, entre l'AIEA, l'Agence internationale de l'énergie atomique, et l'OMS, l'Office mondial de la santé.

Rappelons les faits, le 28 mai 1959, l'AIEA et l'OMS signent un accord secret dont voici les grandes lignes :

- Les deux organisations reconnaissent qu'elles peuvent être appelées à prendre certaines mesures restrictives pour sauvegarder le caractère confidentiel de renseignements qui leur auront été fournis...

- Chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord.

Depuis la signature de cet accord, l'OMS n'a montré aucune autonomie d'initiative et de moyens pour assurer ses objectifs en matière de radioprotection.

Elle a montré au contraire sa capacité à **désinformer les populations sur les conséquences sanitaires des contaminations radioactives** engendrées par l'industrie nucléaire civile et militaire.

L'OMS a attendu 5 ans avant de se rendre dans les territoires fortement contaminés par Tchernobyl. Elle n'a pas donné de consignes d'évacuation ni de fourniture d'aliments propres pour les populations affectées.

Elle a caché les conséquences sanitaires de cette catastrophe, notamment en ne publiant pas les actes des conférences de 1995 et 2001.

L'OMS évalue toujours à moins d'une cinquantaine le nombre des morts causés par Tchernobyl et elle attribue les problèmes de santé des populations du Bélarus, d'Ukraine et de Russie à la peur des radiations (*cf. independentwho.org/fr/accord-wha12-40*).

Face à cette situation, il y a 8 ans, lors de rencontres d'été du Réseau, Paul Roulaud a proposé une action immédiate et à long terme, la Vigie, assurer une présence continue, tous les jours ouvrables de l'année, de 8 h à 18 h, devant le siège de l'OMS à Genève, pour dénoncer cet accord. Cette action, qui a commencé le 26 avril 2007, se poursuit toujours. Elle a obtenu une reconnaissance médiatique importante, et a aussi permis de tisser des liens concrets entre de nombreux militants antinucléaires. On se reportera au site d'*Independence Who* pour plus d'informations.

Cette action, à laquelle plusieurs auteurs de ce numéro ont participé, montre que face à la terreur atomique, il faut imaginer des formes d'action nouvelles (voir l'article *Militer autrement*) pour que les médias relayent l'exigence de l'arrêt de la production d'énergie nucléaire. Elle permet aussi de dénoncer, à l'heure où les physiciens se rendent compte de l'extrême relativité des questions d'échelle, la notion de « faibles doses ». Même si nous pouvons et devons lutter pour le respect des normes minimales édictées par les organismes gouvernementaux, nous devons en même temps marteler cette évidence : il n'y a pas de faibles doses. C'est la même logique scientifique qui essaye de masquer l'efficacité de l'homéopathie, que l'on voit à l'œuvre dans le domaine de la radioactivité. Alors que notre modèle du réel se complexifie et se relativise, on continue d'utiliser des modèles quantitatifs hérités des débuts de la science.

LES TRANSPORTS DU NUCLÉAIRE

En France le nucléaire est partout, il vient même près de chez vous

Selon l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), environ **900 000 colis** de substances radioactives sont transportés chaque année en France, ce qui représente 6% des 15 millions de colis de marchandises dangereuses. L'ASN précise : « les modes de transport utilisés sont les modes routier, ferroviaire, aérien, maritime et les voies de navigation intérieures. Un peu plus de 600 000 transports sont effectués par an » (L. Kueny, « État des lieux des transports de substances radioactives », *Contrôle, La revue de l'ASN* n° 193, mars 2012). Ces colis concernent différents secteurs : la **santé** (la médecine nucléaire emploie des radionucléides pour le traçage et la thérapie), la **recherche scientifique** et l'**industrie non nucléaire**, pour lesquelles les utilisations de radionucléides sont multiples (ionisation, mesures de niveau, humidité, densité, fluorescence X ...), ainsi que l'**industrie nucléaire**, qui selon l'ASN achemine environ 15 % de la quantité totale de colis mais 80 % en terme de tonnage.

Ainsi, chaque année, l'usine de La Hague reçoit 450 "Castor" [1], soit 1 500 tonnes de "combustibles" usés en provenance des 58 réacteurs français.

De plus, il y a les 5 500 tonnes de déchets allemands traités entre 1977 et 2008 et les milliers de tonnes de combustibles usés provenant d'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de Suisse ou de Belgique.

Ces wagons circulent dans des trains de fret régulier, ils traversent et s'arrêtent parfois dans de grandes zones urbaines et leurs itinéraires sont, de l'aveu même de l'ASN,

laissés à la seule responsabilité du transporteur (la SNCF). De tels wagons transitent par de nombreux passages à niveau et des tunnels, et circulent dans des gares de triage dont le mauvais état des voies provoque des dizaines de déraillements par an. Par ailleurs, nous avons les plus grands doutes sur la résistance au feu et aux chocs des emballages suite aux quelques accidents ferroviaires et routiers de ces dernières années.

Et même sans accident, ces convois présentent un danger d'irradiation tel que le syndicat SUD-Rail a dû déposer de nom-

breux avis d'alerte pour protéger les cheminots chargés de la manœuvre des trains et de leur conduite. 30 minutes au contact d'un "Castor" suffisent pour encaisser la dose annuelle admissible : 1 millisievert/an. Quand on sait que ces wagons sont régulièrement stationnés en pleine gare le long des quais voyageurs, c'est l'ensemble des populations qui est exposé.

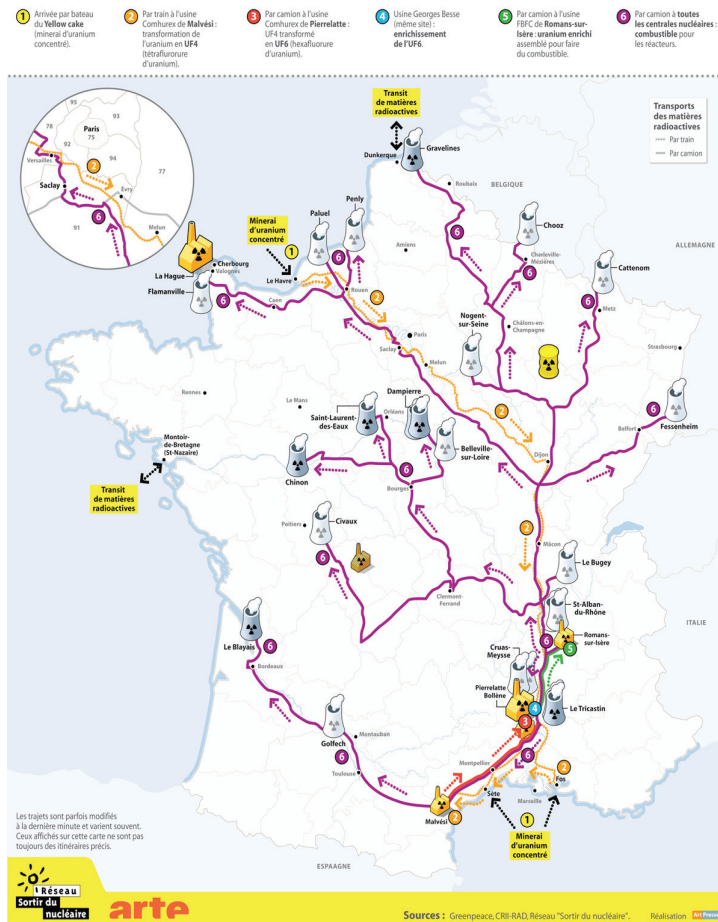
Mais le rail n'est pas le seul vecteur des transports. Combustibles et déchets peuvent prendre la forme de camions de plutonium ou de MOX sur les autoroutes (une cinquantaine chaque année). Départementales et nationales sont parcourues en tous sens par des camions chargés de combustibles en provenance de l'usine AREVA de Romans-sur-Isère et à destination des réacteurs français. L'usine de Malvesi près de Narbonne expédie plusieurs convois par semaine vers Tricastin en Drôme-Vaucluse et des centaines de camions se dirigent vers le plus grand centre de stockage en surface de déchets radioactifs dans le monde à Soulaïnes dans l'Aube.

Populations et élus locaux ne sont bien sûr pas avisés de ces circulations.

Dans ce domaine, comme dans d'autres concernant le nucléaire, l'opacité règne et chacun espère que l'accident arrivera ailleurs.

Dénoncer et mener campagne contre ces transports, c'est lutter contre un maillon essentiel de la chaîne du nucléaire.

1. Acronyme anglais de « *Cask for storage and transport of radioactive material* » ; le terme officiel français pour ces conteneurs est "château".



FIN!

A la fin des années 50, deux filières ont été lancées par le CEA, dont les cadres du Corps des Mines dirigent, comme chacun sait, la politique énergétique du pays : d'une part la fusion (Iter), d'autre part la filière plutonium (Astrid). Ces deux axes ont en commun d'intéresser le nucléaire militaire et de vouloir assurer l'avenir français de cette industrie en la rendant peu dépendante de l'extraction de l'uranium.

ITER une arnaque extrêmement dangereuse

Chronique d'une faillite annoncée, ITER, en construction à Cadarache, a pour but de reproduire le soleil en usine. Des études récentes montrent que ce projet au coût dérivant a peu de chances d'aboutir et que surtout il est très dangereux.

Iter est fondé sur la technologie de la fusion : si on fusionne deux atomes très légers (ceux du début de la classification périodique des éléments), on obtient un atome plus lourd mais dont l'énergie du noyau est inférieure à celle de la somme des deux noyaux initiaux. Cela provoque l'émission de neutrons dont l'énergie peut être partiellement récupérée sous forme de chaleur

Dès sa création le mouvement antinucléaire s'est posé la question de ses rapports avec les salariés de cette industrie. En 2009 Alain de Halleux, dans son film « RAS, nucléaire rien à signaler », relatait la lutte des salariés intérimaires de la centrale de Cruas soutenue localement par les antinucléaires. Cette volonté est encore loin d'être partagée. Aujourd'hui encore les salariés du nucléaire et surtout leurs syndicats perçoivent les antinucléaires comme des ennemis ou au mieux comme des menaces sur leur emploi.

Ce soutien des travailleurs du nucléaire à leur patron est pourtant en train de s'effriter. La privatisation rampante d'EDF et d'AREVA, entreprises détenues par l'État mais fonctionnant désormais comme n'importe quelle entreprise capitaliste, la précarisation des emplois entraînant une dégradation palpable de la sécurité des salariés et au-delà des populations riveraines, les plans de suppressions d'emplois qui n'épargnent plus le cœur des emplois publics, provoquent des interrogations sensibles y compris dans les organisations syndicales. Le fait de s'inscrire dans une logique de concurrence et de compétitivité est mal vécu.

Aux premiers temps de l'électricité nucléaire, les travailleurs de l'atome donnaient un sens à leur travail : ils fabriquaient de l'électricité peu chère, aimaient leur travail et tenaient à leur emploi. Avec le début de la privatisation dans les années 90, et le choix de la sous-traitance, les employés ont commencé à faire part de leur malaise. Selon une étude de l'INRS (Institut national de

pour faire bouillir de l'eau et donc actionner une turbine. *Sauf que cette opération, théoriquement intéressante, est d'une extrême complexité technologique et d'une grande dangerosité.*

Rappelons-le, le nucléaire n'est qu'une des façons de faire bouillir de l'eau : la plus mauvaise et la plus dangereuse pour l'humanité.

Depuis plus d'un demi-siècle, les nucléocrates espèrent développer industriellement la fusion du deutérium et du tritium, deux formes de l'hydrogène (on dit des "isotopes" de l'hydrogène). Portés à des centaines de millions de degrés dans des réacteurs appelés tokamaks, les atomes sont à l'état de "plasma", état physique de la matière comparable à un éclair de foudre. Cela rend leur manipulation des plus difficiles. Notons que pour convaincre les politiques et endormir le public, on se garde bien de signaler l'extrême difficulté et la dangerosité de ce projet.

De plus, Cadarache est situé sur la fameuse faille d'Aix-en-Provence-Durance qui encaisse la pression de la plaque Afrique sur la

plaque Europe, le risque sismique y est considérable (cf. le séisme de 1909 en Provence).

Démarré avec un "devis" de l'ordre de 2 à 4 milliards d'euros, on estime maintenant que le coût de ce projet international, dont la France et l'Europe supportent une bonne part, dépassera les 20 milliards d'euros... Or ce projet est contesté par des études récentes qui mettent en évidence que **Iter ne peut échapper à des phénomènes d'instabilité, appelés "disruptions" qui se traduisent par de véritables coups de foudre détruisant la structure et libérant le tritium dans l'environnement.**

Or le tritium est un élément excessivement dangereux : prenant dans la matière vivante la place de l'hydrogène, il se retrouve dans la chaîne alimentaire. Au cœur de nos cellules, il participe au métabolisme avec une affinité pour les cellules en développement (femme enceinte, fœtus). Sa désintégration rapide (période de 12,5 ans) fait de gros dégâts. Sa libération dans l'environnement constitue une menace importante.

Iter a toute chance de ne jamais aboutir et cela vaut mieux, mais sa construction provoque dès maintenant des dégâts écologiques, il pompe des budgets qui pourraient servir à développer l'utilisation de l'énergie solaire qui nous arrive naturellement...

LA FIERTÉ PERDUE DES TRAVAILLEURS DU NUCLÉAIRE

recherche et de sécurité), 82 % des employés sous-traitants souhaiteraient quitter la filière nucléaire s'ils en avaient la possibilité.

« Près de 40 000 salariés de la sous-traitance interviennent sur des installations nucléaires en France (dont plus de 20 % d'intérimaires) au côté de 60 000 agents (EDF, AREVA, CEA, et ANDRA). Ces travailleurs prestataires sont exposés à 80 % des risques professionnels dans le Nucléaire (rayonnement ionisants, produits chimiques, risques classiques et de trajet) et disposent souvent de garanties sociales parmi les plus basses du salariat » (tract CGT distribué à Cruas-Meysses, le 2 avril 2015). Sous-traitants et intérimaires sont les premiers à avoir brisé le mur qui nous sépare. « Les salariés DISCOUNTS du nucléaire s'impatientent ! » écrivent-ils sur leur site internet [1].

C'est par les CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) qu'apparaissent les critiques les plus ferventes contre l'industrie nucléaire. Les licenciements de médecins du travail et les plaintes d'EDF contre certains d'entre eux, les multiples entraves au bon fonctionnement des CHSCT, amènent de plus en plus de syndicalistes à s'interroger sur la finalité de leur travail [2].

Les licenciements annoncés chez AREVA pour compenser les escroqueries de leur direction accéléreront cette évolution.

Toutefois le mouvement antinucléaire devra, de son côté, clarifier certaines de ses positions. Il n'est pas rare d'entendre des propos hostiles aux travailleurs du nucléaire considérés comme complices de cette industrie, ou encore des déclarations favorables au démantèlement du service public de l'énergie. Ces clarifications seront nécessaires pour engager le dialogue avec les salariés du nucléaire. De leur côté, ils devront comprendre que les populations ont autant de légitimité qu'eux pour parler et revendiquer sur la politique énergétique de notre pays. Enfin le mouvement antinucléaire devra poursuivre le travail, engagé avec SUD Rail, concernant tous les travailleurs confrontés au nucléaire (cheminots, salariés de la santé, routiers, policiers...) mis régulièrement en danger à leur insu.

Notes :

1. Lire à ce propos l'entretien avec Michel Lallier, ex-secrétaire du CHSCT de la centrale nucléaire de Chinon : <http://www.ma-zone-controllee.com/les-salaries-discounts-du-nucleaire-simpatientent/#comment-302609>.

2. *Santé & Travail* n° 060 – octobre 2007 : http://www.sante-et-travail.fr/-le-salarie-n-est-pas-le-maillon-faible--_fr_art_650_34527.html.

ASTRID un combat essentiel à mener

La construction à Marcoule (près de Bagnols-sur-Cèze dans la vallée du Rhône, en zone sismique) du réacteur Astrid se prépare discrètement, même si elle prend du retard et que des difficultés de financement apparaissent.

Gageons que la nucléocratie saura imposer la décision de poursuivre dans cette voie à la faveur de la COP21 si nous n'y prenons pas garde. Dès maintenant, la ministre de l'Écologie appelle au lancement de la 4^{ème} génération de réacteurs. En effet, la France a raté la 3^{ème} génération avec le fiasco de l'EPR, et les dirigeants du CEA, qui décident de fait de la politique énergétique, veulent valoriser plus d'un demi-siècle d'efforts et de dépenses considérables pour aboutir au graal, « le nucléaire durable français »...

Il s'agit d'un réacteur de 600 MW, de la taille de près d'un demi-Superphénix, qui valoriserait les stocks disponibles en plutonium et uranium appauvri, avec la possibilité théorique de régénérer du plutonium - dont il est destiné à relancer la filière. Ce réacteur sera refroidi au sodium liquide (qui explose au contact de l'eau et s'enflamme à l'air) ; c'est le summum de dangerosité de ce qu'a construit l'humain !

C'est très grave, il ne faut pas laisser faire.

Il faut bloquer ce projet mais la bataille sera rude. Et c'est maintenant que cela se joue. L'enjeu pour le CEA est considérable, il ne reculera devant rien pour défendre "sa" filière qui implique la poursuite à La Hague du "retraitement" des combustibles usés pour en extraire le plutonium.

La stratégie du CEA

Après les difficultés de fonctionnement, les nombreuses pannes de Phénix à Marcoule, et le fiasco de Superphénix à Malville, il n'était plus possible de présenter officiellement cette filière comme celle qui assurerait l'avenir du nucléaire français. Les nucléocrates s'entêtant, ils s'appuient sur la loi de programme du 28 juin 2006 relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs. Ils prétendent développer le 3^{ème} volet de la loi "Bataille", c'est-à-dire celui de la "transmutation" des déchets radioactifs les plus encombrants à gérer. Ils ont ainsi obtenu de l'État 650 millions d'euros dans le cadre de l'Emprunt national de 2010 (Sarkozy-Rocard), pour l'étude d'un avant-projet de construction.

En effet, officiellement, Astrid est destinée à montrer la capacité d'"incinérer" les actinides dits mineurs, des atomes d'une extrême radiotoxicité et de très longue vie (millénaire), voisins du plutonium. On voit là la subtilité rassurante du langage, car on

L'AVENIR RADIEUX

n'incinère pas des atomes comme des ordures, ils ne brûlent pas. Par contre, on peut les briser sous bombardement neutronique, c'est la "transmutation", générant de ce fait de nouveaux éléments radioactifs de durée de vie moins longue (siècles), avec inévitablement de nouvelles nuisances.

La transmutation est, certes, une réalité physique, mais son utilisation à échelle industrielle se heurte à un obstacle économique rédhibitoire. En effet, et les scientifiques le savent bien, elle est peu efficace, les neutrons passant généralement entre les noyaux des atomes à bombarder sans les atteindre. Cette arnaque destinée aux politiques a permis de justifier le projet. Il s'agit bien d'une duperie, lourde de conséquences. Au point que **l'arnaque est dénoncée par l'ASN** (Autorité de sûreté nucléaire) - Avis n° 2013-AV-0187 du 4 juillet 2013 sur la transmutation des éléments radioactifs à vie longue.

Pour en savoir plus sur Iter et Astrid : consulter le site : coordination-antinucleaire-sudest.org, et prendre contact avec l'association CHAN-G - Collectif Halte aux Nucléaires-Gard, tél. 04 66 85 03 35.

BURE 2015 l'espoir renaît

Ces derniers mois ont marqué le point de départ de la renaissance d'une lutte qui, reconnaissons-le, s'était quelque peu essouffée.

Partout, les consciences s'éveillent et découvrent que Bure est bel et bien le pire des projets inutiles et dangereux :

Cigéo à Bure, c'est **99 % de la radioactivité** des déchets existants et à venir (1) qui serait enfouie au même endroit, des centaines de fois **Tchernobyl**, des risques de **pollution** sur des surfaces inimaginables et la **contamination des nappes phréatiques** sur des centaines de km².

Cigéo à Bure, c'est la mort qui se prépare, sans espoir de protection.

Mais Cigéo à Bure, c'est avant tout la clé de la poursuite du nucléaire pour les gouvernements au service des lobbies. Or, le nucléaire, ruineux et dangereux, doit absolument être arrêté pour entre autres stopper la production de ces déchets incontrôlables.

Mais il faudra aussi que demain la communauté humaine, débarrassée du capitalisme prédateur, s'attelle à bras-le-corps à l'éradication de ce sinistre poison. Ces bandits qui nous ont imposé le nucléaire et ses déchets n'ont pas le droit de nous priver **plus** de la possibilité de trouver un jour un moyen acceptable de traiter ces déchets.

Enfin, les preuves existent qu'il s'agit là d'un risque insensé, comme en témoignent les mésaventures récentes du WIPP (Waste Isolation Pilot Plant) au Nouveau-Mexique (USA) et de la mine d'Asse en Allemagne, seuls centres d'enfouissement connus et ayant débouché sur des catastrophes.



Où en est-on aujourd'hui ?

La phase dite "expérimentale" de Bure est sur le point de se terminer.

L'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs, ou plutôt chargée de creuser le trou) achète des milliers d'hectares de terre, prépare les terrains pour l'acheminement par route et par voie ferrée.

En 2017, l'autorisation de construction du centre de stockage proprement dit sera lancée et il sera de plus en plus dur d'interrompre le processus.

Mais aujourd'hui, on peut encore empêcher cette abomination. C'est pourquoi les opposants ont fait de cet été un temps fort, un point de départ, un nouveau souffle pour cette lutte emblématique et essentielle.

Il y eut tout d'abord les 100 000 pas à Bure, chaîne humaine qui rassembla le 7 juin près de 2 000 personnes et où les locaux qui semblaient résignés, renouèrent nettement avec la mobilisation

Puis ce fut la valse des camps d'occupation du site avec les Amis de Silence, l'Alter Tour, les Bure hâleurs, mais surtout le camp VMC (Vladimir, Martine & Co) qui réussit l'exploit de rassembler pendant 10 jours plus de 1 000 personnes pour « enterrer l'ANDRA ».

10 jours de débats, de réflexions mais aussi d'actions, parfois spectaculaires, qui ont redonné la pêche et l'envie d'en découdre. 10 jours de rencontres et de liens créés, y compris avec les habitants du cru, surpris et heureux qu'on les sollicite.

Cette jeunesse militante, venue d'un peu partout où l'on lutte, a su avec bonheur redonner le goût de l'espoir à celles et ceux qui en avaient bien besoin dans la région de Bure.

À l'heure où les coûts prévisionnels du projet explosent, à l'heure où ses promoteurs ne semblent plus aussi conquérants qu'ils l'étaient il y a quelques années, renforcer notre action et notre combat est une priorité absolue. **Cet été n'est que le début de la mobilisation nouvelle.**

1. Hors plutonium et uranium dit appauvri, puisqu'ils sont comptabilisés en France comme matières valorisables et non déchets radioactifs.

NUCLÉAIRE ET DÉMOCRATIE

Le nucléaire nous est imposé par la force et la violence depuis le début. Parmi nous, beaucoup font du combat antinucléaire la priorité certes, mais au sein d'un combat global pour un autre monde, où le terme de démocratie retrouverait son sens.

Jamais le peuple français n'a été consulté sur :

1. La nécessité de constituer un arsenal nucléaire comme élément central "dissuasif" de notre défense nationale.

2. La nécessité de construire des centrales nucléaires.

3. Et, à chaque étape, la nécessité de poursuivre coûte que coûte le programme nucléaire, y compris en prenant des risques importants pour la sécurité et la santé de la population.

Comment faire avancer cette question de la démocratie en relation avec l'existence d'armes et de centrales nucléaires ?

Est-ce uniquement aux antinucléaires de décider pour l'ensemble de la population, à l'instar des stratèges, des ingénieurs des mines et de leurs relais politiques, qui ont décidé dans les années 50 de notre sort en matière militaire et dans les années 70 dans le domaine énergétique ?

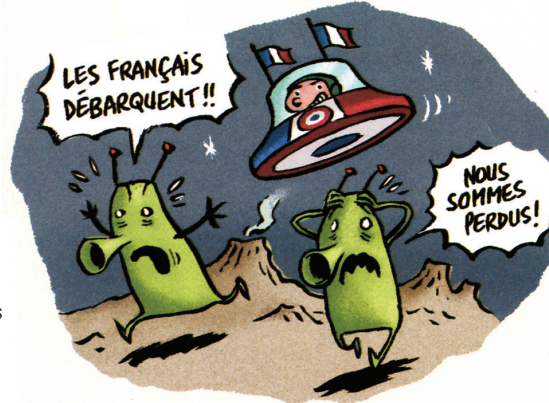
Ne doit-on pas associer dans cette dynamique, qui sera forcément nouvelle, tous ceux qui seront concernés ? La population d'une manière générale, les travailleurs qui verront leur vie changée par ce qui sera une réorganisation de grande ampleur...

Car le nucléaire pose des questions écologiques, mais aussi sociales, démocratiques...

Aux antinucléaires, alors, d'imposer un rapport de forces suffisant pour permettre le vrai débat démocratique que mérite l'arrêt urgent du nucléaire, civil et militaire.

Avec un référendum à la clé... ?

Dont on respecterait le résultat... ?



Le référendum

Le référendum a été proposé par un certain nombre de groupes comme une des manières d'avancer sur cette question, et à la dernière AG une motion a été proposée et adoptée majoritairement.

En voici les éléments principaux :

« S'inspirant de la Charte du Réseau "Sortir du nucléaire" :

« En cette période critique, face aux risques croissants d'accidents et de confrontations militaires, et devant la nécessité de nouvelles orientations énergétiques et stratégiques, nous, citoyens, scientifiques, élus, associations, entreprises... nous voulons une décision immédiate de sortie urgente

du nucléaire civil et militaire, l'Assemblée Générale 2015 considère les faits suivants :

- Un lien historique, technique et politique, unit organiquement le nucléaire militaire et le nucléaire civil.

Le général Ailleret, l'un des "parrains" de la bombe atomique française, déclarait en 1968 : « J'ai toujours veillé à ce que nucléaires civil et militaire aillent de pair. Ce serait la mort du deuxième si le premier disparaissait. »

Ainsi, nucléaire civil et nucléaire militaire sont « comme cul et chemise » et le civil est la chemise qui permet de cacher le fondement militaire. Tant qu'il existera un fondement militaire, on aura besoin de l'habit civil. Mais la disparition du militaire privera le nucléaire civil de la motivation et du soutien étatiques dont il bénéficie depuis toujours, en France plus encore qu'ailleurs.

Ainsi, le seul moyen d'échapper à la dictature nucléaire qu'une caste impose à notre pays comme au reste du monde, c'est d'en appeler au peuple souverain, par la voie du référendum. »

La motion détaillait ensuite

le côté militaire du référendum :

« Selon des sondages convergents (WorldPublicOpinion 2008 ; IFOP 2012), plus de huit Français sur dix sont favorables à l'abolition des armes nucléaires, y compris françaises.

- Cette très forte proportion d'avis favorables, en dépit de l'omerta qui entoure le sujet, rend hautement probable une victoire du OUI, malgré la puissance financière et médiatique du lobby nucléaire, à un référendum portant sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires.

LES ALTERNATIVES AU NUCLÉAIRE

Pour produire de la chaleur, nous avons utilisé massivement le bois local, puis le charbon, le pétrole, et marginalement l'uranium, qu'il fallait aller chercher souvent très loin, occasionnant des transports coûteux, parfois dangereux, entraînant parfois des conflits armés, et au prix d'une exploitation des travailleurs locaux dans des conditions d'hygiène et de sécurité effroyables.

En ces temps de COP21, nous devons avoir une vision d'avenir pour bannir le plus rapidement possible l'utilisation des combustibles carbonés et nucléaires.

Grâce aux progrès techniques, et à la production de masse de modules photovoltaïques et d'éoliennes, la voie nous est toute tracée pour entrer massivement dans l'utilisation de ces énergies renouvelables efficaces et désormais compétitives économiquement face aux fossiles.

C'est parmi toutes ces énergies renouvelables qu'on trouve le potentiel le plus important, et l'électricité produite localement peut être facilement transportée vers les villes, vers toute l'Europe, et aussi être stockée.

Il faudrait en outre développer la recherche dans d'autres sources d'énergies renouvelables très prometteuses, mais complètement sous-employées aujourd'hui : l'énergie des courants marins, la biomasse...

Le handicap de l'intermittence de ces énergies renouvelables peut être maîtrisé grâce à la mise en place de réseaux intelligents gérant la demande, à l'utilisation de compteurs communicants, au stockage massif sur quelques jours dans des STEP [1], sur quelques heures dans des batteries, et à des interconnexions européennes.

Les techniques sont disponibles, et passer aux renouvelables serait une solution

économiquement rentable, mais l'acceptabilité des éoliennes pose problème, et tout ce qu'il y aura à fabriquer comme matériels nécessitera l'extraction croissante de minerais et créera forcément des pollutions.

Ne faudrait-il pas alors engager la réflexion sur les avantages et les inconvénients de sortir plus ou moins rapidement de l'ère des fossiles, et de changer de mode de vie ?

Ne doit-on pas aussi, comme l'indique la Charte du Réseau, maintenir clairement « le recours, en phase transitoire, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (centrales au gaz, cogénération ...) » dans cette période de transition ?

1. STEP = stations de transfert d'énergie par pompage/turbinage. Avec l'utilisation de nos barrages existants comme STEP, notre potentiel actuel pourrait être largement optimisé.

MILITER AUTREMENT

- Il est vrai que les résultats d'un référendum ne sont jamais acquis d'avance, mais une victoire du NON ne ferait que perpétuer pour deux ans (délai de prescription pour une nouvelle consultation référendaire sur le même sujet) la politique militaire officiellement poursuivie par la France, sans consultation, depuis plus de cinquante ans.

- En revanche, une victoire du OUI ouvrirait des perspectives politiques décisives à la sortie du nucléaire militaire, mais aussi à celle du nucléaire civil dans la mesure où la campagne préalable pour obtenir un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires, puis la campagne en faveur du OUI à ce référendum, auront ouvert un débat national public, médiatique et politique sur la dangerosité intrinsèque du nucléaire tant civil que militaire et sur l'urgence d'en sortir. »

Un certain nombre de groupes ont cependant exprimé les inquiétudes suivantes :

1. Un référendum serait perdu et donc suicidaire pour le mouvement.

2. À supposer que nous obtenions son organisation, la campagne ne pourrait pas être équitable car nous n'avons pas les moyens financiers suffisants.

C'est pourquoi l'AG a prévu que le congrès se saisisse de la question posée par cette motion : « Approuvez-vous que la France participe avec les États concernés à l'élimination complète des armes nucléaires sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ? », après l'avoir soumise à un institut de sondage. Une table ronde aura donc lieu sur cette question, et sur d'autres questions liées au thème Nucléaire et démocratie, comme :

- Doit-on aussi exiger un référendum sur l'abandon du nucléaire civil ?

- À quel niveau ? national, européen ?

- Outre le référendum, de quels moyens démocratiques disposons-nous ?

- L'information permanente, comment ?

- Les structures existantes (les CLI) : faut-il y participer et comment ?

- Les luttes locales, notamment pour obtenir la fermeture des réacteurs construits il y a plus de trente ans. Il s'agit de ne pas attendre une décision « venue d'en haut » (même prise à l'issue d'un référendum) mais agir pour arrêter ici et maintenant les centrales nucléaires et la course aux armements.

- Les élections

- Autres ?

La COP21

À l'instar du Grenelle de l'environnement, la COP21 risque de devenir une parodie de démocratie. Nous devons montrer que si elle devait exclure du débat un seul sujet, le nucléaire, ce serait alors une preuve de plus que le nucléaire est antidémocratique dans son essence et cela signifierait l'échec de la COP21 elle-même, l'atome ne pouvant sauver le climat (Voir l'article sur « Nucléaire et Climat » et « Militer autrement »).

Le militantisme, c'est devenu un lieu commun, est en crise depuis de nombreuses années, non seulement au sein du Réseau « Sortir du nucléaire » mais d'une manière générale.

Depuis une vingtaine d'années, bon nombre de militants "traditionnels" ont abandonné toute participation à la vie démocratique, d'autres s'inscrivent dans des actions concrètes comme l'aide aux « sans papiers », d'autres créent des micromouvements locaux comme les nouvelles monnaies. Et puis sont apparus des collectifs, des ZAD, des squats... au sein desquels de nouvelles formes de militantisme s'expérimentent.

Sont en cause à la fois

- les mots employés

- les façons de lutter

- les structures des organisations

- l'idéologie

- quoi d'autre encore ?

Un constat, la plupart des militants des groupes engagés contre le nucléaire le sont de longue date. Comment faire pour rajouter - et féminiser - le Réseau ?

1 / Les mots employés

Le terme militer a trop de proximité avec militaire, le mot lui-même ne doit-il pas être réinventé ?

Une réflexion ne doit-elle pas être menée sur le vocabulaire ?

Le succès du livre du "vieux" Stéphane Hessel a mis en avant des mots tels que : indignation, résistance, engagement.

Voilà des mots forts qui ont été revisités et qui ont donné goût à la manifestation des opinions.

2 / Les façons de lutter !

Nous pouvons constater qu'avec les nouveaux mouvements plus spontanés et plus conjoncturels, les formes d'expression changent aussi. Le vécu est au centre de ces nouvelles actions.

Ce que nous appelons l'art, l'expression artistique, est un enjeu de plus en plus central pour cette partie de la jeunesse qui veut vivre différemment.

La musique, le théâtre, la poésie, le cinéma, mais aussi des formes nouvelles telles que le happening, le street art, le slam émergent y compris dans les mouvements sociaux.

N'est-il pas nécessaire d'arrêter de séparer "l'art" de la "politique" ?

3 / Les structures

Toutes les formes d'organisation construites sur le modèle représentatif hiérarchique ont perdu de leur prestige et de leur pertinence, bien que restant le modèle dominant du fait de leur importance historique et de leur structuration en référence à la loi d'association 1901.

S'y exprime encore fortement l'ascension possible de ceux qui veulent exercer le pouvoir, tandis que pèsent sur elles des contraintes juridico administratives de plus en plus dissuasives pour les bénévoles.

Les formes plus souples ne trouvent pas leur place. Ne faut-il donc pas repenser le cadre juridique d'association depuis 1901 ?

Le Réseau n'a-t-il pas, lui aussi, comme la plupart des structures, un fonctionnement trop rigide ? Si c'est le cas, il doit être repensé. N'est-il pas nécessaire de nous poser la question d'une adhésion simplifiée au Réseau de manière à rapprocher celui-ci d'un mouvement non hiérarchique ?

Par exemple tout groupe qui soutiendrait le Réseau en proposant une action artistique (musique, théâtre...) pourrait automatiquement devenir adhérent (sous réserve qu'il souscrive à la Charte).

On aurait donc non seulement des groupes antinucléaires mais aussi des groupes artistiques engagés dans la lutte antinucléaire.

4 / L'idéologie

Plutôt qu'être seulement "anti", il nous faut aussi être "pour" ! D'où la force des alternatives.

N'est-il pas nécessaire de mieux intégrer les alternatives à l'intérieur de notre combat "contre" ?

Le "pour" s'ajouterait ainsi au "contre".

Le discours sur la catastrophe (légitime) doit pouvoir s'associer à l'espoir et à la joie, tout aussi légitimes.

5 / Quoi d'autre encore ?

La fête comme acte politique.

De tout temps, les arts, la littérature, la musique, le théâtre ont accompagné les mouvements d'émancipation. La « société du spectacle » a rompu ce lien ancestral en mettant « le spectacle » du côté du divertissement, de la technologie et de la marchandise. Les artistes eux-mêmes sont piégés par cette récupération. Ils ne conçoivent plus, par exemple, de jouer sans sono.

Pourtant, les chorales "révolutionnaires", les fanfares, les théâtres de rue, le cirque, le slam... sont des alternatives qui puisent leurs forces dans la tradition des luttes populaires.

Depuis des temps immémoriaux, la fête est le ferment de la culture populaire, nous devons proposer de plus en plus de fêtes alternatives. Des fêtes pour la joie et la vie et contre le nucléaire.

Cela nous paraît au moins aussi important que d'organiser des AG.

Par exemple, organiser de grands festivals contre le nucléaire et pour la vie avec des concerts, des spectacles...

Malgré la multiplication flagrante, depuis au moins l'inondation de la centrale du Blayais en 1999, des événements climatiques extrêmes (sécheresses, ouragans, tempêtes de neige...) aptes à mettre des centrales nucléaires en péril, le discours des antinucléaires français sur le climat reste le plus souvent timoré, défensif. Comme si la question des changements climatiques liés à la société industrielle était nouvelle, ringardisant désormais toutes les autres ou les frappant d'obsolescence relative [1].

Comme s'il ne convenait pas de trop féliciter tous ces Japonais et Japonaises qui, depuis 4 ans, luttent pied à pied pour la non-remise en service de chacun de leurs réacteurs... puisque cela conduit en pratique leur pays à accroître ses importations de combustibles fossiles.

Pourtant, sauf à vouloir se faire les complices de l'effroyable banalisation en cours des trois « syndromes chinois » simultanés de Fukushima [2] et de l'état précaire des piscines de combustible environnantes, il y a lieu d'arguer, de manière bien plus offensive, que, depuis trois quarts de siècle, la mystique atomiste joue un rôle clé, non seulement dans la contamination radioactive mortifère de la planète, mais aussi dans les évolutions climatiques néfastes.

Passons rapidement sur la menace d'hiver nucléaire que les armes atomiques font peser depuis 1945 sur la planète, et sur les brillantes recherches en géoingénierie qui s'ensuivirent très vite [3]. Soulignons tout de même que, depuis le 11 mars 2011, le risque de recours à des explosions atomiques "ciblées" à des fins diverses devient plus élevé que jamais. Entre autres parce qu'un verrou psychologique a été levé dans les états-majors et certaines opinions publiques (vu l'ampleur et la relative invisibilité des contaminations radioactives planétaires en cours, en est-on encore à quelques sieverts ou curies près ?).

Mais l'électronucléaire lui-même, d'emblée conçu pour prendre le relais d'hydrocarbures aux jours notoirement comptés, et donc pour perpétuer à tout prix un modèle de civilisation structurellement fondé sur l'essor illimité des consommations énergétiques, a joué un rôle clé et continue de jouer symboliquement un rôle central dans le maintien d'un idéal consumériste dévastateur pour le climat et la biosphère.

Certes, aujourd'hui, les capitalistes de tout poil, pour des raisons exclusivement économiques, investissent massivement dans les énergies renouvelables, mais le désarmement atomique n'est pas encore pour demain, la bombe reste très rentable ! De plus les économies chinoises et indiennes peuvent prendre temporairement le relais des économies dites occidentales dans le domaine nucléaire, même si, à leur échelle, le pourcentage de production électrique correspondant restera en fait minime.

Le mot d'ordre officiel est aujourd'hui le suivant : renouvelables et nucléaire (de fis-

sion, puis de surgénération dans quelques décennies, puis de fusion dans un siècle ou deux) main dans la main contre les combustibles fossiles... et on dira que la radioactivité est bonne pour la santé.

NUCLÉAIRE ET CLIMAT

Dès son célèbre « *too cheap to meter* » de 1954, Lewis Strauss, principal artisan du programme *Atoms for peace* lancé l'année précédente en réponse à l'explosion imprévue de la première bombe H soviétique, annonçait la couleur en prophétisant, entre autres merveilles, la mise à disposition d'une électricité si abondante qu'elle en deviendrait quasi gratuite (allusion à des recherches alors classifiées sur la fusion nucléaire). Quant au géologue Marion King Hubbert, sa non moins célèbre conférence de 1956 intitulée *Nuclear Energy and the Fossil Fuels* – prononcée devant un aréopage de pétroliers à qui il prédisait un *peak oil* aux États-Unis aux alentours de 1970 – plaidait pour que le nucléaire soit alors prêt à prendre le relais [4]. Hubbert fut entendu : le *Price-Anderson Nuclear Industries Indemnity Act*, qui plafonnait drastiquement la responsabilité civile des constructeurs et exploitants de centrales atomiques en cas d'accident, fut adopté dès l'année suivante, débloquent les réticences des industriels. La version européenne du *Price-Anderson Act* (la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, dite Convention de Paris, en réalité une convention de *limitation* de responsabilité) fut quant à elle signée en 1960 par 16 pays dont la France, où la loi correspondante fut votée par l'Assemblée nationale le 16 mai... 1968 [5].

Car, loin de toute considération de "coût" [6] ou de « rationalité énergétique », la poursuite éternelle de la quête du Graal atomique (le nucléaire *enfin* propre et sûr...) est en réalité la condition même de la préservation de l'ordre économique, social et géopolitique existant, celui-là même qui bouleverse le climat tout en prétendant le contrôler. En fin politique, bon mythologue et fervent nucléophile, Jacques Chirac [7] ne s'y trompa d'ailleurs pas en proposant en 2002 la candidature de la France comme hôte du projet ITER [8]. Promettre le paradis pour plus tard a toujours aidé à faire supporter bien des misères ici-bas...

À trop raisonner sur des échéances climatiques à 2050 (soit un laps de temps plus long que celui qui sépara les deux guerres mondiales...), voire un siècle, on oublie que la radioactivité industrielle peut parfaitement rendre la planète inhabitable bien avant [9]. Face à l'actuelle débâcle climatique, l'arrêt rapide du recours à l'industrie

atomique "civile" et militaire constitue plus que jamais, pour l'immense majorité des 7 milliards de terriens, un préalable incontournable à tout espoir effectif et durable d'aborder civilement, démocratiquement et équitablement les crises climatiques présentes et à venir.

Pour nécessaire et urgente que soit la réduction effective et massive des consommations de combustibles fossiles, il serait irresponsable qu'elle empêche de débarrasser au plus vite l'humanité des centrales de production de radioactivité. La responsabilité de la France, seule au monde à dépendre à 75 % de l'atome pour son électricité, est écrasante à cet égard, et s'il n'était qu'un seul usage humainement justifiable du charbon, du gaz et du fioul, ce serait à n'en pas douter celui-là.

Reste à élaborer rapidement d'autres grands récits fondateurs et promesses fédératrices pour l'humanité que l'avènement du bonheur sur terre par le tout électrique et le tout connecté.

Notes :

1. L'historien Emmanuel Le Roy Ladurie rappelait sur France Culture le 27 août 2015 que la problématique du réchauffement climatique est entrée dans l'espace public dès les années 70. Elle était donc parfaitement intégrée au discours antinucléaire de l'époque, et bien sûr aussi à la propagande d'EDF qui présentait l'atome comme non polluant (ni CO₂ ni pluies acides...) mais elle dut faire profil bas après Tchernobyl. Cette pause, de 1986 à l'an 2000 environ, explique l'air de modernité de l'actuelle monomanie du CO₂, alors qu'il s'agit d'une régression par rapport à l'ensemble des pollutions et de la prise en compte des gaz à effet de serre par les écologistes il y a 40 ans.

2. Le terme a été popularisé par un film prémonitoire de James Bridges sorti aux États-Unis juste avant le grave accident de Three Mile Island. L'idée était que le cœur en fusion aurait pu traverser la croûte terrestre et ressortir aux antipodes (en Chine pour les USA). En pratique, il désigne une perte de confinement aboutissant à un contact du corium radioactif avec la nappe phréatique, cas de figure qui put être évité de justesse à Tchernobyl.

3. Voir pour une première approche, sur www.repor-terre.net, Ben Cramer, *Le climat pourrait devenir une arme* (26/8/2013) et *L'armée, ça sert aussi à faire la guerre au climat* (24/9/2014). Et du même auteur, *Guerre et paix... et écologie*, Yves Michel 2014. Le bilan carbone des militaires reste par ailleurs à faire.

4. Avec des réacteurs au thorium ou surtout à l'uranium, moins rare en Amérique du Nord, et des surgénérateurs.

5. Pour une analyse plus détaillée : cf Roger Belbéoch, « L'énergie nucléaire et la démocratie », *Lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine*, n° 93/94 juillet-octobre 2002 (disponible sur www.dissident-media.org/infonucléaire/).

6. L'industrie atomique n'est pas une affaire de rationalité énergétique ou économique au sens strict, mais bien de volonté de puissance – ce qui, comme chacun sait, n'a pas de prix.

7. Qui s'était déjà payé le luxe de relancer, de façon non moins symbolique, les « essais nucléaires » à l'occasion de la 50^e commémoration des bombardements de Hiroshima et de Nagasaki...

8. Habile manière de couper l'herbe sous le pied à ceux qui – croyant à une sortie *spontanée* du nucléaire par fermeture des réacteurs arrivés en présomue « fin de vie » (à 25 ans...) – avaient préféré se concentrer dans l'intervalle sur les économies d'énergie et les renouvelables.

9. À plus petite échelle, qu'advierait-il par exemple du Luxembourg en cas de catastrophe à Cattenom ?